



FRANCOPHONIE



IMMIGRATION
UN OBSERVATOIRE
EN DEVENIR

▶ 5

VIE COMMUNAUTAIRE



VIOLENCE
LES FEMMES N'EN
SONT PAS LES
SEULES VICTIMES

▶ 10

VIE COMMUNAUTAIRE



GARDE D'ENFANTS
DE JEUNES
IMMIGRANTS SE
PERFECTIONNENT

▶ 12

SPORT



CHEERLEADING
LE FRANÇAIS
S'IMPOSE EN
COMPÉTITION

▶ 14

DIVERTISSEMENT



BANFF-CANMORE
UN RENDEZ-VOUS
POUR LES BECS
SUCRÉS

▶ 16



POLITIQUE
1,1 MILLIARD
DE DOLLARS
POUR LE PALO

▶ 4



VIE COMMUNAUTAIRE
LA FRAUDE, UN SUJET
D'INTÉRÊT POUR LES AÎNÉS

▶ 11



ÉDUCATION
DU BUDGET POUR
LES ÉCOLES FRANCOPHONES

▶ 13



L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE

« LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE N'EST PAS ENCORE PARVENUE À ASSURER DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE ET UNE PLUS GRANDE REDISTRIBUTION DES RICHESSES. »

« ON IMAGINE BIEN, DANS UN CONTEXTE D'INTERDÉPENDANCE ET DE GLOBALISATION DES MARCHÉS, QU'UN RALENTISSEMENT DES INVESTISSEMENTS ET DES EXPORTATIONS PEUT CAUSER DU CHÔMAGE DE MASSE. »

« CE SENTIMENT D'UNE CONFISCATION DU POUVOIR, Y COMPRIS EN FRANCE, NOURRIT LES POPULISMES DONT NOUS MESURONS MAL LES TENTATIONS DE RESTREINDRE NOS LIBERTÉS. »

GLOSSAIRE

FER DE LANCE

Élément le plus dynamique ou le plus actif

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

Étienne Haché est philosophe et enseignant de Culture générale au lycée La Providence en France.



↑ Crédit : Gayatri Malhotra - Unsplash.com

Lors d'un entretien accordé à *L'Express* (France - 9 mars 2023) en guise de promotion de son dernier livre, *Libéralisme, vents contraires* (2023), le théoricien politique américain Francis Fukuyama affirmait : « Je ne vois [...] pas de système alternatif crédible au libéralisme ». Et le penseur de conclure : « Je reste [...] d'un optimisme prudent ».

Avec raison. Contrairement à bien des idées reçues, l'analyse que nous avait offerte Fukuyama en 1992 dans son légendaire ouvrage *La fin de l'histoire et le dernier homme* n'était pas uniquement celle d'une victoire des démocraties libérales sur toutes les autres structures politiques jugées désuètes et dépassées par le progrès. L'autre temps fort de l'ouvrage, mais si peu mentionné par les commentateurs, portait sur la question de savoir comment il sera possible, à l'avenir, pour les démocraties occidentales et leur **fer de lance**, le libéralisme, de s'articuler et de se définir sans renoncer aux valeurs de liberté et d'égalité.

D'ailleurs, cette question est devenue si importante que Fukuyama, à l'instar de John Rawls, Jürgen Habermas et Amartya Sen, y consacre des pans entiers dans ses écrits ultérieurs.

Système politique et économique voué à assurer l'ordre mondial par des accords et des traités multilatéraux, la démocratie libérale n'est pas encore parvenue à assurer de meilleures conditions de vie et une plus grande redistribution des richesses. S'il faut bien admettre d'énormes progrès liés à la mondialisation et à la globalisation des échanges, il y a un assez large consensus que certains aspects du libéralisme doivent être mieux maîtrisés.

Ceci pour deux raisons : contrer les velléités impérialistes de certains États et répondre au ressentiment populaire à l'égard du pouvoir et des institutions.

DU LOUP AU RETOUR DU PROTECTIONNISME

On a cru qu'en lui ouvrant les portes de l'OMC en 2001, la Chine adhérerait pleinement au libéralisme. Deux décennies plus tard, cette décision reste sujette à caution. Pour les États-Unis, l'entrée de la Chine dans le marché mondial s'est traduite par des millions de pertes d'emplois. D'où la tentation de maintenir des barrières tarifaires et de surtaxer certains produits étrangers au nom de critères déterminants pour les citoyens américains.

L'élection de Donald Trump aura au moins permis de mesurer les conséquences politiques mondiales des « tensions commerciales » entre les États-Unis et la Chine, dont la part du PIB dans le PIB mondial se chiffre aux alentours de 18% ; ce qui fait de l'empire du Milieu la deuxième puissance économique mondiale. Il suffit d'observer l'Allemagne qui, depuis le troisième trimestre de 2019, montre un ralentissement économique continu. Puissance

industrielle et force motrice de l'Europe, mais dépendante de la Chine et de pays émergents, l'Allemagne peine, à cause de ce différend commercial, à promouvoir ses exportations dans les secteurs de l'équipement automobile et de la chimie.

On imagine bien, dans un contexte d'interdépendance et de globalisation des marchés, qu'un ralentissement des investissements et des exportations peut causer du chômage de masse. Si certains pays parviennent à endiguer le chômage en adoptant les mesures prodiguées par le FMI et d'autres instances de régulation comme l'OCDE, le marché de l'emploi reste tributaire de la conjoncture internationale. Or, à peine la COVID-19 passée, nous voilà maintenant dans un conflit armé aux frontières de l'Europe qui engage d'autres dépenses imprévues. Un conflit qui, en outre, ne laisse rien présager de rassurant pour les prochains mois, voire les prochaines années, sinon une récession.

Du reste, la difficulté pour certaines économies de continuer à développer leurs industries et maintenir un niveau de vie appréciable dans un contexte de libre-échange incertain reste un enjeu électoral important. Toute la question est de savoir si certains pays, incluant les États-Unis — dont le protectionnisme agressif n'est guère profitable pour le consommateur américain —, sauront transiger avec une nouvelle crise et quelle sera la réaction des opinions publiques concernées.

Liée à des situations géopolitiques et à la libre circulation des capitaux, l'économie mondiale s'est aussi financiarisée par des investissements directs à l'étranger et des placements cotés en bourse. Au point même d'être victime de la spéculation et du profit, le commerce international étant désormais plus rapide que la progression du PIB d'un pays.

EXPORTATION DU MODÈLE CHINOIS

Le différend commercial sino-américain persiste toujours malgré la nouvelle administration Biden. Toutefois, c'est l'arbre qui cache la forêt. Une autre inquiétude plane sur la démocratie libérale avec la conquête chinoise du monde. La Chine développe, sous forme de financement à crédit, les nouvelles routes de la soie.

Dans le cadre de ce projet (Une ceinture, une route), les Chinois ont signé des ententes commerciales avec plus de 150 pays pour un total d'environ 3000 projets couvrant 5000 prêts à taux d'intérêt élevés d'une valeur approximative de 70 milliards de dollars américains. Cela reflète bien les intentions de Pékin de devenir la

première puissance mondiale d'ici 2049, année du centenaire de la Révolution.

La Banque mondiale et le FMI estiment que cela pourrait tirer 7 à 8 millions de personnes de la pauvreté. Mais l'inquiétude persiste pour les droits et libertés et pour l'indépendance des pays concernés par ces investissements massifs. Selon des estimations, les avoirs chinois à l'étranger s'élèveraient à environ 6 000 milliards de dollars.

Preuve de l'influence chinoise sur la géopolitique mondiale, le Sri Lanka. Afin d'obtenir des fonds pour rembourser sa dette auprès de la Chine, ce pays a fait le choix en 2016 de céder son port de Hambantota. Faut-il aussi rappeler que les îles Salomon ont été secouées fin 2021 par des émeutes meurtrières alimentées notamment par le ressentiment d'une partie de la population contre l'influence de la Chine?

L'Europe, les États-Unis, ainsi que le Canada, empêtrés dans un conflit diplomatique avec la Chine, ont donc intérêt à revoir leurs relations avec les pays émergents et pauvres en leur offrant des options pouvant préserver leur indépendance et diversifier leur choix.

REPENSER LE CONTRAT SOCIAL

À la mainmise de la Chine sur le monde, incluant Taïwan, s'ajoute l'urgence de repenser le contrat social. Pour Yascha Mounk (*Le peuple contre la démocratie*, 2018), l'autre problème de la démocratie libérale est l'énorme pouvoir de contrôle des élites, qui ne sont plus crédibles aux yeux des citoyens. Si nous jouissons de droits et de libertés en vertu des règles démocratiques, paradoxalement les pouvoirs conférés aux experts et à la haute administration contribuent à vider le système représentatif.

Ce sentiment d'une confiscation du pouvoir, y compris en France, nourrit les populismes dont nous mesurons mal les tentations de restreindre nos libertés. Ainsi, selon Mounk, les « citoyens éprouvent moins d'attachement pour la démocratie et se montrent plus ouverts aux solutions autoritaires ». Même la jeunesse semble désenchantée au point de verser dans les idées extrêmes.

Cette lecture peut être rapprochée de celle du philosophe allemand Jürgen Habermas concernant des conceptions désuètes de l'État-nation. Si une société ne peut s'affranchir de son histoire, elle doit pourtant s'attendre à ce que ses valeurs se poursuivent au contact de la diversité. Étendant sa réflexion *Sur l'Europe* (2006), Habermas n'a pas hésité à soutenir le projet *transnational* d'une union européenne.

Selon Habermas, l'Europe est un modèle politique capable de freiner une mondialisation aveugle aux identités et la perte de pouvoir au profit des populismes. Certains considèrent toutefois qu'un tel projet est contraire à l'évolution d'un libéralisme sans frontières. D'autres, plus conservateurs et nationalistes — c'est le cas de Victor Orban en Hongrie — voient dans une plus grande intégration politique et économique des obstacles à l'autonomie et à l'indépendance des peuples.

Il est clair que tout projet d'unification ou de fusion ne peut esquiver la question de l'identité nationale, que, pourtant, le pluralisme défendu par Habermas admet explicitement. Le vivre-ensemble consiste, selon lui, dans une fusion des principes universels avec des manifestations identitaires qui ont leur propre conception du bien et du juste; conceptions toutes différentes entre elles et même légitimes.

AFFAIRE À SUIVRE

Vaste marché commun, carrefour des nations, l'Europe a beau être considérée comme une référence pour la démocratie libérale, des problèmes persistent comme partout ailleurs et sont susceptibles de conduire à l'anarchie à défaut d'une évolution positive du projet européen.

La menace russe aux frontières européennes est l'exemple le plus récent qui rappelle à tous le prix considérable, mais nécessaire, pour défendre la démocratie libérale. ▲



↑ Francopresse_Engagement_Une_Cr_Life_Matters_(Pexels)

ÊTRE POLITISÉ PAR LA FORCE DES CHOSES

Pour certaines personnes au Canada, l'appartenance à une minorité sous-entend la nécessité d'un engagement politique, même s'il peut être difficile de se faire entendre, parfois même au sein de sa propre communauté.

FRANCOPRESSE



« LES MEMBRES DES MINORITÉS SONT CONSCIENTS QU'À TOUT MOMENT, LEURS DROITS PEUVENT LEUR ÊTRE FACILEMENT RETIRÉS [...] »
Luc Turgeon

« ÉTANT MOI-MÊME ISSU DE LA COMMUNAUTÉ RACISÉE, IL Y A BEAUCOUP D'ENJEUX AUXQUELS NOUS FAISONS FACE [...] BEAUCOUP DE BARRIÈRES SYSTÉMIQUES »
Olivier Hussein

Être Autochtone au sein d'une majorité allochtone, être une personne noire ou de couleur dans un milieu blanc ou être un jeune inquiet de son avenir n'est pas toujours de tout repos. Pour faire valoir son existence et ses droits, il faut souvent montrer beaucoup de détermination et parfois se mobiliser pour manifester.

« Les membres des minorités sont conscients qu'à tout moment, leurs droits peuvent leur être facilement retirés et qu'ils doivent souvent faire des coups d'éclat pour pouvoir se faire entendre », explique Luc Turgeon, professeur agrégé à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa.

Pour lui, les mobilisations les plus marquantes, comme les grandes manifestations, sont le fruit d'inégalités.

Il s'agit de moyens de « dernier recours » : « C'est parce qu'on n'a pas accès, comme les membres de la majorité publique, à des recours plus traditionnels au sein des institutions politiques en place. »

Or, assez paradoxalement, les inégalités peuvent aussi représenter un frein à la mobilisation. « Quand on n'a pas accès à des besoins de base, c'est beaucoup plus difficile de se mobiliser politiquement, observe l'universitaire. Si on doit travailler 60 heures par semaine pour survivre, c'est sûr qu'on n'a pas les mêmes occasions. »

ACTIVISME ET ÉCOLOGIE

Bill Jones fait partie de ceux qui n'hésitent pas à monter aux barricades. Lauréat du Prix Eugene-Rogers pour l'environnement en 2021, l'ainé de la Première Nation des Pacheedahts en Colombie-Britannique et ancien bucheron milite contre l'exploitation forestière dans cette province depuis plusieurs années.

« Je n'ai pas accordé un grand intérêt à l'activisme écologique jusqu'en 2012, quand je me suis engagé dans ce que nous appelons la lutte de



↑ Bill Jones est un aîné de la Première Nation des Pacheedahts en Colombie-Britannique. Photo : Courtoisie Last Stand for Forests

Walbran. Je me suis joint à un groupe appelé les *Friends of Walbran* et nous avons fait des lignes de piquetage, des barrages routiers, des barricades pendant longtemps. »

En 2020, il a rejoint la manifestation contre l'exploitation des forêts anciennes à Fairy Creek, où il a été confronté à une répression musclée. « Il y a eu beaucoup de violence, d'intimidation et de harcèlement. »

Il raconte que « l'injonction est arrivée et la police a commencé à intensifier sa violence contre les manifestants, les écogardiens de la forêt, et nous nous sommes retrouvés avec, il me semble, quelque 1100 arrestations et un millier d'accusations en cours. »

Selon lui, cette série d'événements lui a permis de comprendre l'aspect politique de sa vie. « Tout est politique en ce qui concerne les relations familiales et la résidence. Même votre chat est politique. Vos relations avec vos voisins sont des outils politiques qui seront utilisés pour limiter l'infrastructure politique des réserves [autochtones]. »

« [À cause de] l'expérience des pensionnats, la plupart des Premières Nations de ma génération ont appris à se méfier, confie le diplômé de 1959 du Pensionnat indien d'Alberni, sur l'île de Victoria. C'est encore une structure des relations raciales au Canada en raison de la connotation politique de ce que veut dire être Indien. »

MILITER ENVERS ET CONTRE TOUT

Bill Jones est bien conscient des foudres qu'il s'attire par ses actions. « Je ne suis pas un homme très populaire, et je sens que je suis peut-être même en danger parfois parce que je suis d'avis que nous devons faire les choses un peu différemment si nous voulons sauver les longues luttes pour nos droits et notre liberté qui sont maintenant continuellement bafoués. »

En invitant des manifestants dans le territoire traditionnel de la nation Pacheedaht, Bill Jones a parfois été une épine dans le pied du conseil de bande, qui ne voulait pas de leur présence.

Dans une lettre de 2021, il insiste sur le fait que « les personnes de tous les âges, genres, races, cultures et classes sociales doivent marcher



↑ Michelle Landry, de l'Université de Moncton, est titulaire de la Chaire de recherche au Canada sur les minorités francophones canadiennes et le pouvoir. Photo : Nigel Fearon Photography

ensemble pour contribuer à la guérison des blessures causées par le colonialisme et la destruction environnementale. »

ET LES JEUNES DANS TOUT ÇA?

Olivier Hussein ne craint pas non plus de s'engager sur le plan politique, et ce, malgré son jeune âge.

Originaire de la République démocratique du Congo, il est arrivé à Moncton en 2009. Au Nouveau-Brunswick, il a été bénévole dans plusieurs organismes francophones pour favoriser l'accueil et l'intégration des immigrants et des réfugiés.

« Je pense que c'est ma personnalité, qui je suis en tant que personne, analyse-t-il. Je suis humanitaire, je suis une personne qui connaît les différents enjeux qui touchent surtout les personnes racisées. Étant moi-même issu de la communauté racisée, il y a beaucoup d'enjeux auxquels nous faisons face [...] beaucoup de barrières systémiques. »

Selon lui, « ça prend des jeunes qui ont [du] dévouement. Il ne faut pas avoir peur. Je dirais que la peur doit quitter l'esprit de certaines personnes parce que je sais que souvent il y a des jeunes qui ont tendance à avoir la peur de pouvoir aller s'impliquer. »

Olivier Hussein s'est aussi engagé en politique et appelle un plus grand nombre de jeunes à faire de même. « Les jeunes ont cette tendance de pouvoir changer les choses. On le voit notamment au niveau de nos gouvernements, il y a beaucoup de jeunes impliqués. Pourquoi pas aussi voir plus de jeunes ministres? »

« Je vais mettre l'accent sur les jeunes issus des communautés racisées, donc les jeunes Noirs, les jeunes Autochtones. Il faut que nos politiques, nos gouvernements, donnent plus d'opportunités à ces jeunes pour pouvoir s'exprimer », déclare-t-il.

Le militant voit d'ailleurs un lien entre les combats des personnes autochtones, noires et acadiennes : « [La communauté acadienne] a beaucoup milité pour la francophonie, pour avoir le français, pour avoir ce privilège et cette fierté d'avoir la langue française comme deuxième langue de cette province. »

PARLER UNE LANGUE, UN GESTE POLITIQUE?

« La francophonie, c'est vraiment un combat, c'est quelque chose qui me tient à cœur », poursuit Olivier Hussein.

Pour Michelle Landry, professeure de sociologie à l'Université de Moncton, être francophone en milieu minoritaire et vivre en français, c'est déjà devoir faire des choix au quotidien, « que ce soit d'inscrire nos enfants à l'école en français ou de demander un service en français gouvernemental ou dans un commerce; on ne prend pas la voie la plus facile. »

Différentes raisons peuvent motiver une personne à choisir le français en milieu linguistique minoritaire : « Ça peut être des influences familiales, à l'école [...] un événement dans la vie de quelqu'un, une histoire de vie personnelle, des rencontres, des occasions. »

« Il y a toutes les activités aussi qui sont organisées dans la francophonie canadienne, que ce soit les Jeux de la francophonie, les Jeux de l'Acadie, les camps de leadership. Il y a toutes sortes d'événements qui visent à consolider l'identité, mais aussi l'engagement », renchérit la sociologue.

Mais les questions de la francophonie se cachent souvent derrière d'autres causes. « Souvent, les militants, les groupes et autres personnes engagées vont se rendre compte des enjeux de pouvoir au sein même de leur secteur d'intérêt, par exemple, si on remarque qu'il y a peu de services aux femmes dans les régions francophones ou pour les personnes âgées. » ▲

GLOSSAIRE

INFLUENCE

Action qui s'exerce sur les opinions morales, intellectuelles, artistiques d'une personne



↑ Olivier Hussein est un activiste dédié aux luttes des immigrants, des francophones et contre le racisme systémique. Photo : Facebook Olivier Hussein



Avec l'application gratuite **Le Francopass**, pratique ton français en découvrant la francophonie locale!



• Pour t'inscrire au FP, rends-toi sur : francopass.artsrn.ualberta.ca/



• Code FP valable du 12 au 25 janvier 2023: **akfkec7m**



↑ Le ministre des Finances et vice-première ministre Chrystia Freeland. Photo : Mélanie Tremblay

BUDGET FÉDÉRAL - UN MILLIARD DE PLUS POUR LES LANGUES OFFICIELLES



POLITIQUE

FRANCOPRESSE



GLOSSAIRE

CLARIFIER

Rendre plus compréhensible ce qui était ambigu, confus

INÈS LOMBARDO
MÉLANIE TREMBLAY
JOURNALISTE

Le budget fédéral 2023 réserve 1,1 milliard de dollars pour le prochain Plan d'action pour les langues officielles, qui devrait être déposé d'ici la fin avril. Le nouveau financement se divise notamment entre l'accès à des services d'enseignement dans la langue de la minorité, l'immigration francophone et l'accès à la justice en français.

En tout, la ministre des Finances, Chrystia Freeland a annoncé réserver près de 3,8 milliards sur cinq ans pour le prochain Plan d'action pour les langues officielles. Le nouveau financement, qui s'élève à 1 077 400 000 \$ s'ajoute aux 2,8 milliards déjà inclus dans le Plan d'action précédent, qui arrive à échéance le 31 mars 2023.

En 2022, ni le budget fédéral ni l'énoncé économique de novembre ne comprenaient de mesures supplémentaires pour les langues officielles ou la francophonie.

PLUS D'UN DEMI-MILLIARD POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE DE LA MINORITÉ

Le gouvernement investit 679,2 millions sur cinq ans dès 2023-2024 dans l'accès égal à des services d'enseignement «de qualité égale» dans la langue de la minorité. Cette somme servira aussi à offrir des possibilités d'apprentissage de la langue seconde et à offrir des services gouvernementaux bilingues dans l'ensemble du Canada.

Le budget fédéral ne réserve aucune somme pour les établissements

postsecondaires, en contexte minoritaire ou majoritaire. Le gouvernement vise les étudiants en consacrant 813,6 millions dans l'amélioration de l'aide financière et en faisant passer le plafond des retraits pour les régimes enregistrés d'épargne études (REEE) de 5000 \$ à 8000.

PEU POUR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES, RIEN POUR LES MÉDIAS

Une somme de 373,7 millions sur cinq ans, dès 2023-2024, est répartie en quatre piliers, avec l'immigration francophone en tête.

La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) a demandé l'automne dernier un financement de 300 millions pour les organismes francophones en situation minoritaire, en mal de financement. Selon le budget de cette année, ces organismes devront se partager 117 millions sur cinq ans avec d'autres initiatives appuyées par le gouvernement fédéral.

La création d'un programme économique à part pour l'immigration

Toutes les sommes couvrent une période de cinq ans

• 123,2 MILLIONS

Immigration francophone

Somme destinée principalement à l'appui au recrutement des travailleurs francophones et à l'augmentation de l'aide fournie aux immigrants après leur arrivée.

• 117 MILLIONS

Services en français

Sommes divisées entre les organismes sans but lucratif, la formation d'infirmières et de préposés aux soins aux personnes bilingues et à la promotion de la recherche en français.

• 111,4 MILLIONS

Bilinguisme dans la justice, activités culturelles et petite enfance

Somme divisée entre le soutien au bilinguisme dans la justice canadienne, l'appui aux activités culturelles et à la formation d'éducatrices et éducateurs de la petite enfance dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire.

• 25,5 MILLIONS

Programme de contestation judiciaire

Somme destinée à fournir de l'aide dans les dossiers juridiques d'importance nationale qui **clarifient** et confirment certains droits en matière de langues officielles et de droits de la personne.

• 22,1 MILLIONS

Respect de l'application de la Loi sur les langues officielles

Somme destinée au financement d'un centre d'expertise qui veillera à ce que les institutions fédérales se soumettent à leurs obligations inscrites dans la *Loi sur les langues officielles*.

francophone ne fait pas partie du budget 2023, tel que l'avaient demandé des experts.

PEU POUR LES ARTS ET LA CULTURE, RIEN POUR LES MÉDIAS

Le Fonds des médias du Canada, piloté par Patrimoine canadien, recevra 40 millions sur deux ans entre 2023 et 2025, pour appuyer la sous-représentation dans les médias et l'augmentation au contenu de langue française à l'écran. Le budget réserve aussi 14 millions sur deux ans pour développer les communautés par le biais des arts et du patrimoine et 10 millions sur deux ans pour l'Office national du film.

Aucune somme n'est annoncée pour appuyer le secteur des médias spécifiquement. La plateforme TV5MONDEplus recevra quatre-millions sur deux ans à compter de 2024-2025. ▲



↑ Photo : Shubham Sharan / unsplash.com



↑ Selon Amin Moghadam, l'idée de l'Observatoire est de proposer une «complexité» dans la compréhension de l'immigration francophone. Photo : Courtoisie



↑ L'un des objectifs de l'Observatoire est de prendre en compte les questions d'immigration francophone au Canada en relation avec le contexte de départ des immigrants et leur rapport à la langue française dans leur pays d'origine. Photo : Metin Ozer – Unsplash

BIENTÔT UN OBSERVATOIRE DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE AU CANADA

L'Observatoire de l'immigration francophone au Canada (OIFC) est un projet issu d'une réflexion entre plusieurs chercheurs spécialisés en immigration, dont Amin Moghadam. Le chercheur de l'Université métropolitaine de Toronto explique les objectifs du futur Observatoire, dont il a été question lors du Symposium annuel sur l'immigration francophone, en début de semaine à Ottawa.



FRANCOPRESSE



INÈS LOMBARDO
JOURNALISTE

Amin Moghadam fait partie de la Chaire d'excellence en recherche du Canada (CERC) sur la migration et l'intégration, à l'Université métropolitaine de Toronto, qui participe à la mise en place du projet de l'Observatoire.

FRANCOPRESSE : QUEL EST L'OBJECTIF D'UN PROJET COMME L'OBSERVATOIRE DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE AU CANADA (OIFC)?

AMIN MOGHADAM : L'un des objectifs est d'associer la recherche sur l'immigration francophone à l'immigration internationale. Ensuite, un observatoire répond à un besoin, observe une crise, comparé à un centre de recherche par exemple. Là, on a identifié deux éléments.

Le premier concerne la question démographique des communautés francophones au Canada, en contexte minoritaire notamment.

Le deuxième vise à intégrer la perspective des immigrants francophones qui arrivent au Canada et qui viennent de contextes sociaux et nationaux très différents. Ils n'ont pas le même rapport à la francophonie au Canada.

On a parlé en atelier [au Symposium annuel de l'immigration francophone, NDLR] sur comment faire pour associer une approche utilitaire, qui est celle du gouvernement, à la compréhension du

parcours des immigrants, notamment sur leurs conditions de vie et d'employabilité.

Un autre objectif est de produire de nouvelles données sur l'immigration francophone à partir de perspectives différentes, très internationales.

L'Observatoire permettra aussi de comprendre ce qui manque. Par exemple, [au Symposium] il y a eu des remarques sur les approches intersectionnelles, qui existent déjà dans la recherche, mais qui sont peut-être moins représentées dans des études plus générales qui concernent les questions raciales, de classe, etc.

Au sein de la Chaire, on est aussi plusieurs francophones à s'intéresser à la consolidation d'un réseau de chercheurs francophones pour l'Observatoire.

FP : VOUS AVEZ MENTIONNÉ QUE L'OBSERVATOIRE RÉPOND À UN BESOIN, À UNE CRISE. LAQUELLE?

AM : En fait, il répond à un problème dans les provinces hors Québec, où les immigrants francophones sont attirés, mais où ils rencontrent souvent des soucis d'employabilité.

Au-delà des questions d'emploi, la vie quotidienne pour les immigrants francophones est aussi importante, avec des espaces de sociabilité, de rencontres. Il y a aussi la question des services en français. Il y a eu du travail là-dessus; il n'empêche que si on ne parle que le français en contexte minoritaire, on ne s'en sort pas. Tout ça alors qu'il y a plusieurs programmes [d'immigration] pour les francophones en contexte minoritaire.

L'approche de l'Observatoire, c'est d'inscrire cette problématique dans une **perspective** internationale plus large.

Si on veut comprendre les préoccupations de l'immigration francophone au Canada, il faut aussi parler de la francophonie d'ailleurs, des pays d'origine des immigrants, et même des pays où le français n'est pas forcément développé, mais qui ont mis en place des infrastructures pour faire venir des immigrants au Canada. Comme en Iran, d'où je viens, où il y a tout un réseau d'instituts français qui s'est développé et qui privilégie les immigrants francophones.

FP : LES RECHERCHES DE L'OBSERVATOIRE SERONT-ELLES DESTINÉES AU GOUVERNEMENT?

AM : En partie au gouvernement, mais aussi au grand public, aux acteurs communautaires... Il s'agit de consolider les connaissances sur l'immigration francophone pour tous les acteurs concernés.

C'est pour cela qu'on insiste sur le fait que l'Observatoire va être un lieu de partage et de sociabilité. Un lieu physique et virtuel, de rencontre d'acteurs qui viennent de milieux très différents : universitaires, communautaires, privés et gouvernementaux.

FP : QUAND LE LANCEMENT EST-IL PRÉVU?

AM : On envisage un lancement de l'Observatoire en septembre, mais rien n'est confirmé. On attend encore du financement des partenaires impliqués.

FP : VOUS FAITES PARTIE DE L'UNIVERSITÉ MÉTROPOLITAINE DE TORONTO. QUEL EST L'INTÉRÊT POUR UN ÉTABLISSEMENT ANGLOPHONE DE FAIRE PARTIE DU PROJET?

AM : La Chaire d'excellence à l'Université métropolitaine de Toronto a été créée en 2019. C'est dans notre mandat depuis le départ de mener des activités sur l'immigration francophone, en français ou pas.

Il y a aussi une collaboration avec le consulat de France à Toronto. On a mis en place une première rencontre début 2021 sur les mots des migrations. Nous sommes très intéressés par l'usage des mots anglais, français ou arabes. «Immigration», «migrants», «immigrants»... Est-ce que l'on parle de la même chose dans toutes les langues?

Notre hypothèse, c'est que lorsqu'on écrit dans une langue, on ne réfléchit pas forcément de la même manière. C'est notre volonté d'intégrer différentes manières de réfléchir et de penser. ▲

Les réflexions autour de l'Observatoire de l'immigration francophone au Canada (OIFC) remontent à quelques années.

«On essayait de comprendre les perspectives manquantes en termes de production de la recherche scientifique au Canada, sur l'immigration francophone au Canada», explique le chercheur.

Dès 2021, Linda Cardinal, professeure à l'Université de l'Ontario français (UOF), a contacté la Chaire d'excellence en recherche du Canada sur la migration et l'intégration de l'Université métropolitaine de Toronto [anciennement Université Ryerson, NDLR] pour inscrire les problématiques de l'immigration francophone au Canada dans une perspective plus large.

Aalaapi

25 AU 28 MAI
MAY 25 TO 28

LUNITHÉÂTRE

LUNITHEATRE.CA

LE DÉCLIN (RELATIF) DU FRANÇAIS

(4^E ET DERNIÈRE PARTIE) - DES STATISTIQUES EN QUESTION

J'en arrive à mon quatrième constat. L'ampleur du recul du français entre 2016 et 2021 paraît anormale et la pandémie de COVID-19 ne peut l'expliquer qu'en partie. Certains experts mettent en doute la consistance et la continuité des données linguistiques.

Veltman, Calvin (2022) «En modifiant la question sur les langues d'usage, StatCan a compromis les résultats du recensement de 2021», *The Conversation*, 23 août 2022.



L'ACQUISITION DU FRANÇAIS PAR LES NON-FRANCOPHONES A COMPENSÉ LA BAISSÉ DE NATALITÉ CHEZ LES FRANCOPHONES, MAIS ELLE N'ARRIVE PLUS À COMPENSER LE DÉSÉQUILIBRE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION!»

Jérôme Melançon

GLOSSAIRE

MASTODONTE

Personne ou entité aux proportions gigantesques

Le sociolinguiste Calvin Veltman, de l'Université du Québec à Montréal, souligne le remaniement en 2021 des questions portant sur les langues d'usage à la maison. Normalement, les attributs d'une population ne changent guère d'un recensement à l'autre, mais au Québec, M. Veltman note des changements brusques qui renversent les tendances bien établies. Il soutient que «la nouvelle formulation du questionnaire réprime la déclaration de langues secondes régulièrement parlées» à la maison.

Cela pourrait-il expliquer aussi la baisse subite et alarmante (car non seulement relative, mais absolue) du français comme langue parlée à domicile en dehors du Québec?

En mettant en vedette la première langue parlée à la maison, Statistique Canada cache l'importance du français comme langue seconde, aussi bien à la maison que dans la communauté. Notons que l'immigration fait monter l'utilisation des langues tierces au détriment du français et de l'anglais, du moins à court terme. Mais dans les pays à forte immigration (comme le Canada et les États-Unis), les langues officielles finissent

tôt ou tard par l'emporter sur les langues immigrantes. Comme langue première ou seconde, le français est de loin la langue la plus parlée au Québec et arrive en deuxième place dans toutes les autres provinces.

Statistique Canada fausse aussi le débat sur le bilinguisme en évitant soigneusement de distinguer les francisants (les apprenants du français langue seconde) des anglicisants (apprenants de l'anglais langue seconde). Même si l'agence collectionne les informations nécessaires depuis 1941, il est impossible à partir des données publiées de faire un bilan historique complet. On cache ainsi les gains importants du français. En faisant ma propre analyse, j'ai pu déterminer qu'en 1941, seulement 8,2% des locuteurs de français étaient de souche anglophone et allophone; en 2021, ce taux était de 28,4%. La force d'attraction du français se rapproche de celle de l'anglais (à 32,9%).

L'acquisition du français par les non-francophones a compensé la baisse de natalité chez les francophones, mais elle n'arrive plus à compenser le déséquilibre en matière d'immigration!

En mettant en relief des indicateurs discutables, partiels ou tendancieux, Statistique Canada sème la panique et détourne l'attention du problème de base : le manque d'immigrants francophones.



↑ Robert McDonald. Crédit : Courtoisie

Nos pages sont les vôtres. *Le Franco* permet à ses lecteurs de prendre la parole pour exprimer leurs opinions. Dans son analyse des données du recensement de 2021, Robert McDonald est arrivé à une série de constats sur le déclin du français au Canada. Dans les trois volets précédents, il a démontré que le déclin du français au Canada est strictement relatif et presque entièrement attribuable à l'immigration. Ce déclin s'explique par un manque chronique d'immigrants francophones – particulièrement à l'extérieur du Québec – qui est artificiel et *corrigeable*. La lente minorisation du français au Canada est tout à fait

DEUX IMPÉRATIFS À PRENDRE EN COMPTE

Primo, les francophones du Québec et des autres provinces doivent agir de concert pour mettre fin au déséquilibre en matière d'immigration, notamment à l'extérieur du Québec où la capacité d'absorption est plus grande. La cible de 4,4% d'immigrants francophones hors Québec (que les autorités fédérales viennent tout juste d'atteindre) est risible. La Fédération des communautés francophones et acadienne revendique une «cible de réparation» progressive qui passerait de 12% en 2024 à 20% en 2036. Il va donc falloir multiplier les efforts de recrutement en Afrique, en Haïti et ailleurs dans le Sud – là où se trouvent la plupart des candidats potentiels – et leur assurer un accueil humain et chaleureux au Canada. Le nouveau budget fédéral apporte une lueur d'espoir : 123,2 millions de dollars sur cinq ans pour favoriser le recrutement et l'intégration d'immigrants francophones en milieu minoritaire.

Secundo, les francophones ont besoin de se concerter pour mieux profiter de leur pouvoir de marchandage énorme au sein de la Confédération. Il suffit de regarder une carte pour se rendre compte des réalités géopolitiques. La francophonie canadienne, concentrée au Québec et le long de ses frontières, constitue la pierre angulaire du pays. Le retrait du Québec ne laisserait que des croupions : un État québécois coupé du quart de la francophonie et un État canadien en deux morceaux séparés. On se retrouverait tôt ou tard avec trois entités politiques très affaiblies face au **mastodonte** américain. Confrontés à une telle perspective, les Canadiens de toutes origines devront se plier en quatre pour éviter d'être dépecés en trois. ▲

renversable. C'est d'autant plus praticable que la vitalité de la langue française est systématiquement sous-évaluée dans les publications de Statistique Canada. Aux dires de Statistique Canada, la baisse du poids démographique du français s'est intensifiée de façon inquiétante entre 2016 et 2021. Il y aurait lieu, cependant, de se méfier des résultats du recensement de 2021; il a été réalisé en pleine pandémie (ce qui aurait affecté, entre autres, les mouvements de population) et entièrement en ligne – sans contact humain. Et il y a plus.

Appel aux bénévoles

Vous avez une expertise particulière?
L'envie brûlante d'écrire et de
partager quelque chose qui vous
anime avec votre communauté?
Quel contenu manque-t-il
dans ce journal?

ENGAGEZ-VOUS AVEC
LE FRANCO

PARTAGEZ VOS IDÉES À
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA



LA FRANCOPHONIE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

À VOUS LA JEUNESSE! PAR KAYLIE MURANGWA

La tire d'érable, le lever du drapeau franco-albertain et les spectacles de musique sont autant d'activités que j'ai appréciées durant le Mois de la francophonie. J'ai également appris un fait intéressant : «le français est la langue maternelle d'un Canadien sur cinq et de 88 010 Albertains (2% de la population)».

« SI NOUS ÉTIIONS DANS LES ANNÉES 1840, JE DEVRAIS DIRE ADIEU À MES PANTALONS AMPLES ET À MES CHEVEUX AFRO. VOUS M'AURIEZ VU À LA MODE AVEC UN CHIGNON DE STYLE VICTORIEN ET UNE LONGUE ROBE VOLUMINEUSE À LA TAILLE CORSETÉE. »

Kaylie Murangwa

Mon récit est basé sur des sources historiques.

GLOSSAIRE

CORSETÉE

Qui porte une gaine baleinée et lacée, un corset



KAYLIE MURANGWA
CHRONIQUEUSE

Cependant, ces événements ont suscité des remarques qui ont éveillé ma curiosité. En retournant à la maison, dans l'autobus scolaire, en pensant toujours à ce que j'ai appris, à ma droite, j'aperçois un nouveau quartier. Cela m'a fait réfléchir à la vitesse avec laquelle la ville change, tout comme la francophonie que je venais d'apprendre à l'école.

Dans cette même pensée, je me suis demandé quelle était la vie francophone en Alberta aux derniers siècles.

Si nous étions dans les années 1840, je devrais dire adieu à mes pantalons amples et à mes cheveux afro. Vous m'auriez vu à la mode avec un chignon de style victorien et une longue robe volumineuse à la taille **corsetée**. Mon nom serait également différent, peut-être Marie-Anne.

Je suis alors la benjamine de neuf enfants puisque, malheureusement, mon petit frère est mort du scorbut, en raison de l'hiver rigoureux. Je vis dans une maison de bois que mon père et mon frère Jean-Baptiste ont construite, dès leur arrivée de la Nouvelle-France, sur quelques hectares de terre où ils cultivent du blé, de l'avoine et de l'orge.

J'ai quinze ans et je vis proche de la région des Forts de Prairies (Fort Edmonton) sur la Terre de Rupert, car la majorité des hommes de ma famille font le commerce de la fourrure. Bien qu'au poste de traite, ils échangent des marchandises, c'est aussi l'occasion d'interactions et d'échange de connaissances.

Même si je n'y suis pas autorisée, j'aime me faufiler derrière Jean-Baptiste et écouter les commerçants raconter leurs expériences de chasse qui semblent parfois très à risque, voire mortelles. Ils évoquent aussi des contes et des chants folkloriques. Je me délecte aussi d'écouter les mzee (mot dans ma langue d'origine*), c'est-à-dire les aînés qui parlent avec nostalgie de la Nouvelle-France et aussi de la France.

J'aimerais que la vie soit plus facile et plus amusante dans l'Ouest, comme le disaient les anciens. «Oh Jean-Baptiste! Oh Papa! Vous me manquez!» La dernière fois que je les ai

vus, c'était il y a plusieurs mois. Ils sont partis explorer le «grand Ouest» en espérant, grâce au commerce de la fourrure, nourrir leur famille. Fervente catholique, je ne les oublie jamais dans mes prières.

Pour moi, il n'y a pas grand espoir. Je suis une jeune fille, l'école ne m'est pas destinée. Je suis vouée à devenir une femme au foyer.

JEANNE, MA DESCENDANTE

Plus de quatre-vingt-dix ans plus tard, à la fin des années 1920, Jeanne est une adolescente, c'est aussi ma descendante. Elle est en vogue avec son allure «garçonne» : une coupe au carré et une longue robe grise.

Alors que sa famille a quitté la ferme pour la ville, sa francophonie l'a accompagnée. À la différence de ses grands-parents, elle n'a le choix que d'apprendre l'anglais. Le français est néanmoins parlé à la maison, mais ses petites sœurs l'ont oublié. Car, dans les rues de la grande ville, Edmonton, cette langue n'est d'aucune utilité.

Par contre, elle a intérêt à connaître sa langue maternelle, comme tous les autres paroissiens qui se rendent en masse à la cathédrale Saint-Joachim, car les messes y sont célébrées en français.

Elle avoue qu'elle a de la difficulté à trouver sa place en ville. Elle est bien plus à l'aise lorsqu'elle va visiter sa famille élargie, installée dans les campagnes de Bonnyville. À Edmonton, tout le monde est anglophone, même ses amis qui ont des noms français, mais qui ne connaissent pas la langue.

Et, finalement, si j'étais, moi aussi, une adolescente de cette époque, ma mère m'enseignerait le français à la maison et je n'écrirais pas dans *Le Franco*, car seuls les hommes avaient droit à ces métiers. Mais j'aurais eu le plaisir de lire *La Survivance* (le nom du journal à l'époque).

LA FRANCOPHONIE N'EST PAS AUSSI LOIN QUE L'ON PENSE

Plusieurs années ont passé. La communauté et l'identité francophones ont changé. Et me revoilà en 2023. Je m'appelle Kaylie Murangwa, il n'y a aucune consonance française dans mon nom. Il est aussi difficile de croire que je parle français à cause de mon apparence contrairement à l'époque où je me prénommait Marie-Anne. Aujourd'hui, je vis dans une ville anglophone,

où l'identité francophone est invisible, à moins que l'on en parle...

Je me rappelle, il y a quelques années, en débarquant de l'autobus, j'ai salué ma jeune voisine qui retournait également chez elle. Depuis que je lui ai dévoilé que je fréquentais une école francophone et donc ma francophonie, nous nous sommes mis à discuter en français. Elle fréquentait une école islamique en anglais, mais elle se considérait, elle aussi, francophone grâce à ses racines algériennes.

Par contre, en face de chez moi vivait une jeune fille qui fréquentait l'école en français. Malgré tout, je lui parlais en anglais sans savoir qu'elle parlait français. Son père aussi me parlait en anglais, avec difficulté. Cela a toujours été ainsi jusqu'au moment où le facteur a confondu nos boîtes aux lettres. J'y ai trouvé dans la mienne deux copies du journal *Le Franco*. Mais l'un des journaux lui appartenait. Surprise et contente, je suis immédiatement allée frapper à leur porte, cette fois-ci en les saluant en français.

Chose étonnante, qu'il y ait des apparentés francophones juste à côté! Un courrier mal distribué et une longue conversation se crée au seuil de la porte et j'apprends que cette famille est libanaise.

Cette jeune libanaise faisait l'école à domicile. Certes, son père était intéressé par l'école francophone que je fréquentais et il

pensait y envoyer sa fille à l'avenir. Depuis ce jour-là, on a mis l'anglais dans l'oubli et les brefs échanges sont devenus de longs entretiens.

Après ces expériences, il est clair que l'habit ne fait plus le moine.

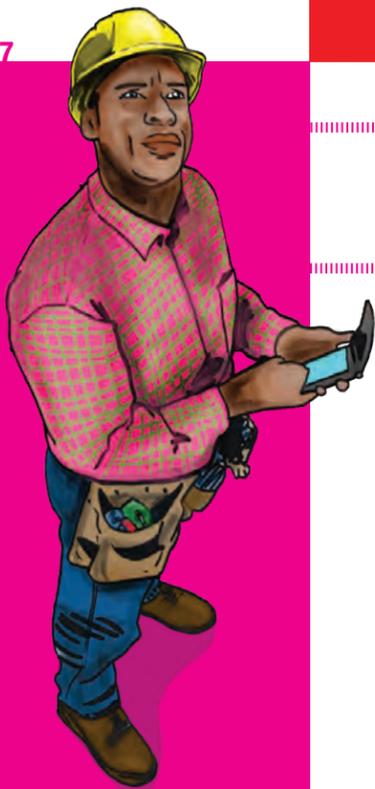
Aujourd'hui, je n'hésite plus à m'exprimer en français en public. En faisant cela, j'ai eu de belles surprises, car plusieurs personnes parlent la langue de Molière autour de moi. Sauf le conducteur de bus qui lui croyait que je parlais espagnol! C'est une longue histoire, que je raconterais peut-être la prochaine fois. ▲

Kaylie Murangwa

«Née à Edmonton et d'origine rwandaise, je suis actuellement en 10^e année à l'école Alexandre-Taché. Je suis passionnée de lecture et d'écriture. Mes passe-temps incluent aussi la natation, les sports de combat, notamment le karaté. J'aime aussi faire du ski, mais je n'en fais pas autant que je le voudrais. Du côté des voyages, j'ai eu la chance de quitter le continent trois fois pour aller au Rwanda. Je vais être bientôt propriétaire d'un animal de compagnie, je suis tiraillée entre le choix d'un chien ou d'un chat.»

*Ma langue d'origine est le kinyarwanda.

EXTRAIT DE LA FICHE 7



LES NORMES DU TRAVAIL EN ALBERTA

JURIPÉDIA un guide sur vos droits et les lois en Alberta publié par l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta

EST-CE QUE JE PEUX ACCEPTER UN SALAIRE PLUS BAS QUE LE SALAIRE MINIMUM?

Non, pas si votre emploi est réglementé par le *Employment Standards Code*.

L'EMPLOYÉ A-T-IL DROIT À UNE PÉRIODE DE REPOS AU TRAVAIL?

Oui. Toutes les cinq heures de travail, l'employé a droit à une période de repos minimale de 30 minutes, rémunérée ou non rémunérée.

Pour plus d'information à ce sujet :

- consultez la section RESSOURCES du site Web ajefa.ca
- demandez une copie imprimée du guide *Juripédia* et/ou une consultation gratuite au Centre albertain d'information juridique : 1-844-266-5822 / question@infojuri.ca



Association des juristes d'expression française de l'Alberta

DROIT AU CŒUR DE LA COMMUNAUTÉ



CENTRE ALBERTAIN D'INFORMATION JURIDIQUE
ALBERTA LEGAL INFORMATION CENTRE



© DCCLic.ca

↑ Le micro de Radio Cité n'accueille plus d'invités. Photo : DCCLic - Dany Côté

RADIO CITÉ, À BOUT DE SOUFFLE



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



« ON A BESOIN DE PLUS D'ARGENT QUE CELUI QUE L'ON REÇOIT POUR NOS PETITS PROJETS. IL FAUDRAIT AVOIR DES FONDS QUI PUISSENT NOUS ASSURER D'AVOIR UNE SITUATION FINANCIÈRE DURABLE À LONG TERME. »
Annie McKittrick

La station Radio Cité, le son du grand Edmonton, est aux prises avec des enjeux financiers considérables depuis un certain temps déjà et, à moins d'un revirement de situation majeur, elle pourrait se voir forcée d'éteindre ses micros dans les prochaines semaines. Ce contexte n'est pas sans rappeler l'incertitude dans laquelle navigue quotidiennement l'ensemble des radios communautaires francophones de l'Alberta.

Pour « survivre » un mois de plus, Radio Cité a dû demander à ses employés de travailler bénévolement jusqu'au 1^{er} avril. Il n'était pas question de quitter les ondes en plein Mois de la francophonie, affirme Annie McKittrick, qui préside le conseil d'administration du 97,9 FM. Mais cette solution « temporaire » est loin d'être durable. « On travaille fort pour trouver un moyen d'assurer notre survie, mais il n'y a aucune garantie pour la suite, même pour le mois d'avril », laisse entendre l'ancienne politicienne.

Si le conseil d'administration recherche activement une issue de secours pour que la station puisse continuer à émettre, il espère aussi que la « collaboration financière » de la communauté francophone lui permettra de se sortir la tête de l'eau. « Je ne le cacherai pas, on va avoir besoin d'aide si on veut rester en ondes », affirme la présidente. Un travail fastidieux « de chasse à la subvention » a aussi été entamé par la radio communautaire, sauf que cet argent ne risque pas d'arriver de sitôt ni d'agir comme une solution miracle.

La présidente rappelle que les radios communautaires francophones en milieu minoritaire dépendent encore majoritairement des subventions du gouvernement fédéral puisqu'elles ne récoltent pas assez de redevances publicitaires. Le soutien financier du provincial, lui, est quasi inexistant. En ce qui concerne les subventions offertes par Patrimoine canadien, elles ne peuvent être utilisées que sur des projets précis : séries historiques, capsules documentaires, embauche de nouveaux employés, etc.

Bref, la portion administrative et les frais courants qu'engendrent la radio ne sont pas couverts par ces fonds, une anomalie qui tarade Annie McKittrick. « On a besoin de plus d'argent que celui que l'on reçoit pour nos petits projets. Il faudrait avoir des fonds qui puissent nous assurer d'avoir une situation financière durable à long terme », avance-t-elle.

DU PAREIL AU MÊME

Ce besoin de fonds évoqué auparavant est partagée par la directrice générale de la radio francophone de Plamondon, Alyson Roussel. Selon elle, l'octroi d'un finance-



« CE QU'IL FAUT COMPRENDRE, C'EST QUE NOS RADIOS COMMUNAUTAIRES, CONTRAIREMENT AUX MÉDIAS TRADITIONNELS, NE SONT PAS LÀ POUR FAIRE DE L'ARGENT [...], MAIS BIEN POUR SUPPORTER ET PROMOUVOIR LA FRANCOPHONIE ALBERTAINE. »
Alyson Roussel

GLOSSAIRE

FUNAMBULE
Personne qui marche sur une corde tendue

Pour plus d'information :

- Communiqué de presse de Radio Cité : bit.ly/3JDIUVN
- Pour faire un don à Nord-Ouest FM : nordouestfm.ca/faire-un-don

ment de programmation par Patrimoine canadien « changerait la donne » pour les radios communautaires. « Souvent, on doit redoubler d'efforts pour réaliser ces projets que finance le gouvernement et, au final, on n'a plus de temps à fournir à nos émissions normales », explique-t-elle.

Lorsqu'elle observe les difficultés rencontrées par Radio Cité, Alyson ne peut s'empêcher d'imaginer la ligne fine sur laquelle repose la subsistance des radios communautaires francophones. « On est des **funambules**. On a toujours l'impression qu'on va tomber dans le vide; pour preuve, c'est ce qui est en train d'arriver à Radio Cité », analyse-t-elle.

La directrice générale espère que Boréal FM ne sera pas la prochaine station à écopper, mais elle demeure réaliste : un cycle d'instabilité n'est jamais bien loin de revenir hanter les radios communautaires. « Nos défis sont récurrents. [...] Chaque année, c'est un peu comme la loterie », ironise-t-elle.

Questionnée par la rédaction sur les raisons invoquées par Patrimoine canadien pour ne pas octroyer des sommes pour la programmation, la directrice générale de Boréal FM hésite. « C'est une curieuse question et j'avoue qu'on a obtenu une panoplie de réponses différentes de leur part », indique-t-elle.

Elle mentionne, entre autres, que les « fonds généraux » (qui servent à payer une portion des salaires des gestionnaires et les frais de base d'une radio, par exemple) ne peuvent pas être octroyés aux médias. « Ce qu'il faut comprendre, c'est que nos radios communautaires, contrairement aux médias traditionnels, ne sont pas là pour faire de l'argent [...], mais bien pour supporter et promouvoir la francophonie albertaine, nuance-t-elle. Je ne vois donc pas pourquoi on ne se qualifie pas pour cette subvention », ajoute-t-elle.

TROUVER DES SOLUTIONS MALGRÉ L'ÉPUISEMENT

La directrice générale de la station Nord-Ouest FM, Gisèle Bouchard, va encore plus loin dans son analyse. Elle estime que la table de concertation albertaine, qui devrait pourtant s'occuper « de défendre et représenter les intérêts des médias communautaires francophones au niveau national », néglige de le faire. « On n'a pas notre place, en fait on n'est pas invités à participer. Je sens un grand manque d'ouverture de leur part et [...] il faut que ça change », confie-t-elle. En conséquence, l'ethnologue de formation explique que c'est la pérennité même des

Contacté par courriel, Patrimoine canadien confirme son engagement « à soutenir et renforcer l'action culturelle, artistique et patrimoniale des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Cela comprend la réalisation d'investissements dans les médias communautaires tels que les stations de radio », signale Amy Mills, la cheffe des relations avec les médias et de la gestion des enjeux.

Elle assure aussi que « le ministère a fourni des fonds à Radio Cité au cours des dernières années à l'appui de ses activités et est au courant de la situation actuelle de l'organisme ». Elle souligne aussi que « des représentants du ministère sont en pleine discussion avec Radio Cité afin de fournir des conseils à l'organisme ».

On peut souligner aussi que lors de l'annonce du budget fédéral 2023, le mardi 28 mars, l'appui aux médias en milieu minoritaire semblait limité. (voir *Budget fédéral – Un milliard de plus pour les langues officielles* à la page 2 de votre journal)



↑ La directrice générale de la radio Nord-Ouest FM, Gisèle Bouchard (au centre) accompagnée de ses collègues, Marianne Houle (gauche) et Randy Fillion (droite). Photo : Courtoisie

médias francophones de la province qui est compromise.

L'incertitude qui plane au-dessus de l'avenir de Radio Cité lui rappelle de douloureux souvenirs. Sans être pris dans une aussi grosse « chute libre » que la station d'Edmonton, le 95,7 FM vit, lui aussi, beaucoup d'instabilité. La directrice générale nomme notamment l'angoisse constante de ne pas savoir si elle sera capable de renouveler les contrats de certains de ses plus fidèles employés, l'attente interminable de financement qui n'arrive pas, « même à deux semaines du début d'un projet », et les innombrables heures supplémentaires qu'elle a cumulées dans la dernière année pour garder le cap sur la gestion de la station. « Ça fait trois ans que je suis là et je suis déjà au bout du rouleau », avoue-t-elle.

Afin de ne pas demeurer « à la merci » des subventions fédérales, la station située à Fahler a organisé les 17, 18 et 19 mars dernier la deuxième édition de son radiothon. Au programme, de nombreuses émissions spéciales, des prestations musicales en direct et des tables rondes. Cette grande campagne de financement, qui court jusqu'à la fin de mars, est « l'occasion idéale pour récolter des dons et des commandes ». Son objectif : réunir 20 000\$ pour soulager les finances de la radio. En date du 24 mars, environ 12 000\$ avait été amassé et la station s'attendait à dépasser les 15 000\$ d'ici la fin du mois.

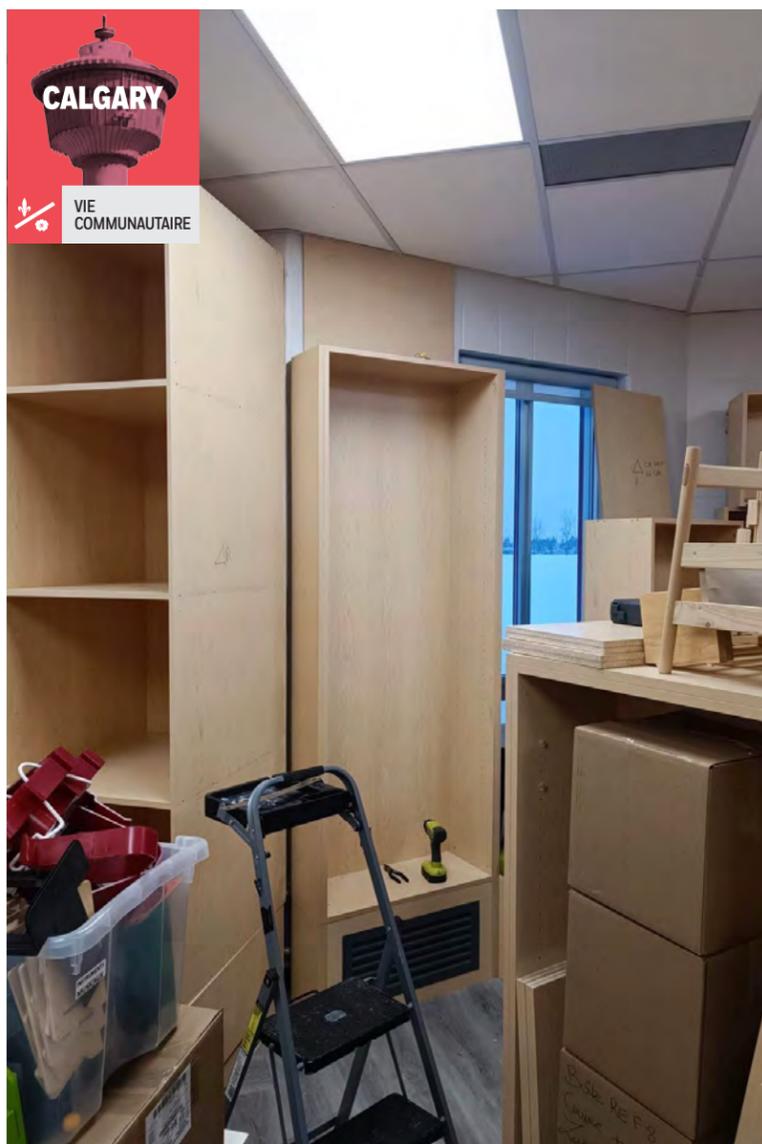
Les fonds seront ensuite réinvestis pour établir un service technique de location qui offrira un revenu d'appoint à la station. « On essaie de trouver des façons de générer notre propre argent », affirme Gisèle Bouchard. Elle s'empresse d'ajouter qu'il ne faut pas « pleurer dans notre coin et dire que Patrimoine canadien nous donne pas assez de sous... Il faut agir ».

Notons que, selon des informations recueillies par Radio-Canada, Radio Cité n'aurait plus que deux à trois mois en ondes (musique en continu). Dans une entrevue, le trésorier de la station, Kevin Bell, aurait révélé un déficit de 150 000 \$ et 40 000 \$ de dettes à l'Agence du revenu du Canada. ▲

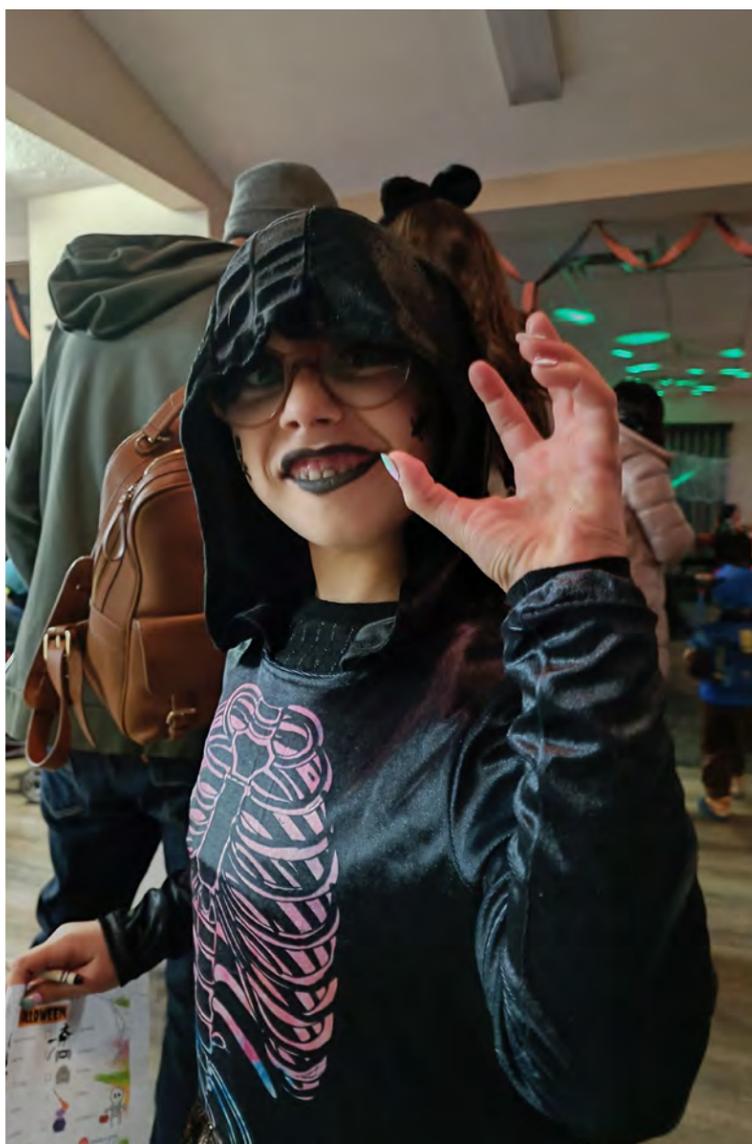
À l'heure de la mise en page du journal, nous avons été dans l'impossibilité de rejoindre Radio Cité afin d'actualiser certaines informations liées au budget fédéral 2023. La rédaction fera un suivi dans les prochains jours.



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



↑ Les boîtes s'accumulent dans les locaux de la Cité des Rocheuses pour un départ imminent.
Photo : Courtoisie



↑ Rama, la fille de Ramzi, à la soirée Halloween organisée par le CDAF en octobre 2022.
Photo : Courtoisie

LE CENTRE D'APPUI FAMILIAL OPTIMISE SON ESPACE ET SON ACCESSIBILITÉ EN DÉMÉNAGEANT

Quinze ans après avoir élu domicile à la Cité des Rocheuses, le **Centre d'appui familial (CDAF)** quitte le bercail à la fin de mars 2023 pour s'installer dans le quartier de Sunalta, à Calgary. Si ce déménagement est avant tout motivé par un besoin évident d'espace, l'organisme ne cache pas qu'il cherche aussi à se rapprocher physiquement de sa clientèle familiale.

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



JE N'AURAI PLUS À INVENTER DES EXCUSES À MES ENFANTS, ON VA ENFIN POUVOIR SE DÉPLACER [POUR PARTICIPER] À LEURS ACTIVITÉS PRÉFÉRÉES.»
Ramzi Najahi

Pour plus
d'information :

- Nouvelle adresse du CDAF : bit.ly/403mFy6



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



Je me suis toujours demandé comment on faisait pour travailler dans un espace aussi restreint», s'exclame Mouna Gasmî. À son arrivée à la direction générale du CDAF en 2020, la gestionnaire s'était donné pour mission de trouver des locaux mieux adaptés aux besoins grandissants de l'organisme. La salle d'activités dédiée aux familles, ainsi que les bureaux administratifs étaient devenus trop exigus, raconte-t-elle.

«Ça paraissait moins pendant la pandémie de COVID parce qu'on donnait plusieurs de nos services en ligne. Mais avec le déconfinement et le retour en présentiel, c'est devenu encore plus clair qu'on manquait d'espace», précise la directrice générale. Rappelons que les besoins du CDAF ont évolué à la **vitesse grand V** depuis son ouverture en 2007. À l'époque, ce dernier offrait «seulement» des services aux parents de Calgary qui avaient des enfants âgés de 0 à 6 ans.

Au cours des dernières années, l'organisme a cependant élargi sa mission pour appuyer, dans leur développement et leur bien-être, «tous les membres de la famille», que ce soit les parents, les enfants ou même les aînés, raconte Mouna. Sans compter que le territoire couvert a été étendu au sud de la province, une région qui va de Calgary jusqu'à la frontière des États-Unis.

UNE NOUVELLE ADRESSE PLUS CENTRALE

Les nouveaux bureaux, situés au 1921 10^e avenue SO, offriront aux familles un espace «ouvert, lumineux et spacieux» sur près de 335 m² (3600 pi²). Il s'agit «au

moins du double» de la superficie qu'occupait le CDAF à la Cité des Rocheuses. «On a trouvé notre pépite», se réjouit Mouna, en espérant que le Centre pourra être opérationnel au début d'avril. Elle précise que la question de l'accessibilité a aussi joué un rôle déterminant dans le choix de cette localisation.

Le CDAF cherchait ouvertement à se rapprocher du centre-ville de Calgary afin d'accueillir plus efficacement les familles qui habitent dans les régions éloignées au nord-est et au nord-ouest de la ville puisque ces deux régions ne sont pas forcément bien desservies par le C-Train. «Pour les familles qui n'ont pas accès à une voiture, ça pouvait prendre jusqu'à trois heures pour faire l'aller-retour jusqu'à nos [anciens] locaux en raison des longs délais avec les bus», estime la directrice générale.

La famille Najahi, arrivée de Tunisie en août 2022, en a fait l'expérience quelques fois au cours des derniers mois. Pour profiter des services offerts par le CDAF, Ramzi, sa femme et leurs deux enfants de 8 et 9 ans devaient prendre «trois bus au total». Un «aller simple» pouvait s'éterniser, parfois jusqu'à une heure quarante-cinq minutes passées dans les transports. «Et avec des jeunes enfants dans la grosse chaleur ou dans le froid, l'attente pour les bus est encore plus longue», témoigne Ramzi.

La nouvelle localisation du Centre d'appui familial devrait réduire ce temps de déplacement «au moins de moitié», estime le père de famille. La famille Najahi aura encore à prendre un autobus jusqu'au centre-ville, mais elle pourra ensuite se déplacer rapidement jusqu'à Sunalta en utilisant le train. À l'approche de l'été, Ramzi se sent soulagé de pouvoir profiter pleinement des activités offertes par CDAF. «Je n'aurai plus à inventer des excuses à mes enfants, on va enfin pouvoir

se déplacer [pour participer] à leurs activités préférées», conclut-il.

LA CITÉ DES ROCHEUSES RÉAGIT

Le directeur adjoint de la Cité des Rocheuses, Arnaud Favier, se dit, lui, exaspéré par les commentaires qui laissent entendre que son centre culturel, situé dans le quartier de Lincoln Park, est «mal placé». «Pour moi, ce n'est pas un argument recevable. C'est vraiment exagéré», lâche-t-il. Le directeur adjoint donne en exemple l'Université Mount Royal (MRU) qui se trouve «à proximité» et qu'on «n'accuse jamais d'être trop éloignée».

Or, notons que des pourparlers ont eu lieu en 2015 entre des représentants de la ville de Calgary et du MRU pour lier celle-ci au reste du réseau de train justement dans le but d'accroître son accessibilité. Un projet coûteux qui n'a jamais vu le jour. Depuis, la fréquence des autobus a été augmentée lors des heures de pointe pour pallier cet enjeu.

Évasif quant au départ du CDAF, Arnaud Favier dit toutefois souhaiter à l'organisme «le meilleur» en vue de «[sa] prochaine étape de croissance». Il précise que l'espace qui

était occupé par l'organisme sera repris par la garderie Pommes de Reinette Daycare qui, elle aussi, continue à se développer. «C'est très positif», affirme-t-il.

Les deux collaborateurs tiennent d'ailleurs à préciser que le partenariat entre leurs organismes se poursuivra malgré le déménagement imminent du CDAF. «Rien ne va changer», affirme Mouna. «La Cité, c'est là où nos rêves ont été plantés. On lui gardera une place bien spéciale dans nos cœurs.» ▲

GLOSSAIRE

VITESSE GRAND V
À une très grande allure

LES TWEETS
DE LA SEMAINE



_ACELF
@_ACELF

Réseau pancanadien d'expertise-conseil en construction identitaire. Pour une éducation favorisant le sentiment d'appartenance des jeunes à la francophonie.



En cette Journée internationale de la #Francophonie, on lance la ressource Lio! Entrez dans le jeu. Avec vos élèves, venez explorer la diversité de la francophonie canadienne. Merci au @GouvQc, aux @RVFrancophonie, à la @FondDialogue et aux 9 ministères de l'Éducation. #frcan



CSCN

@CSCNInfo

Le Conseil scolaire Centre-Nord est une autorité scolaire francophone de la région du Centre-Nord de l'Alberta, Canada. @CSCNTransport In English @CSCNNews



Félicitations à Hope Anaki de l'@Ecole_AT, finaliste du de la section française du Concours national @PVLVP. Elle participera à la grande finale qui aura lieu le 20 avril prochain. La communauté scolaire du CSCN est derrière elle; souhaitons-lui la meilleure des chances!



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

D'après les données de l'Enquête sociale générale (ESG) sur la sécurité des Canadiens de 2014, les femmes (34%) étaient plus susceptibles que les hommes (16%) de déclarer des formes graves de violence (agression sexuelle, étranglement, menace avec une arme à feu, etc.). Les femmes avaient aussi plus de risques d'avoir été blessées physiquement en raison du comportement violent de leur conjoint (40% pour les femmes et 24% pour les hommes).

Selon les résultats de l'ESG de 2019, 11% de la population disait avoir subi de la violence psychologique de la part d'un conjoint ou d'un ex-conjoint au cours des cinq dernières années. Les proportions de victimes femmes et hommes pour ce type de violence étaient semblables (12% contre 11%).

Pour plus d'information :

- Résumé des statistiques sur les survivants masculins de violence conjugale : bit.ly/40kyy2X

- La violence conjugale au Canada : bit.ly/42Ch1ot

GLOSSAIRE

STIGMATISATION
Mise à l'écart d'une personne qui ne répond pas aux normes de la société



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



↑ Maxine Poulin est une psychologue d'origine française qui pratique majoritairement à Red Deer. Photo : Courtoisie



↑ Stefan De Villiers coordonne le programme de sensibilisation à la violence conjugale chez les hommes du Calgary Counselling Centre. Photo : Courtoisie

LA FACE CACHÉE DE LA VIOLENCE CONJUGALE

La violence conjugale est souvent décrite comme un phénomène asymétrique. Après tout, les femmes continuent d'être deux fois plus représentées dans les statistiques de violence grave commise par un conjoint. Elles sont plus susceptibles d'être agressées sexuellement, battues et étranglées. Or, des études récentes démontrent que les hommes ont presque autant de risques que les femmes d'être victime d'abus psychologique, un aspect de la question trop peu étudié, avancent des experts.

La violence envers les hommes demeure un sujet tabou et sous-médiatisé, affirme le travailleur social Stefan De Villiers. Selon lui, c'est attribuable à certaines normes sociétales qui rendent les hommes plus réticents à dénoncer ces actes et à aller chercher de l'aide, par peur de ne pas être crus ou parce qu'ils ont honte.

«On part souvent avec l'idée que les hommes devraient être capables de résoudre leurs propres problèmes, qu'ils devraient être indépendants et forts. Ça rend la tâche difficile pour les victimes de violence, car ils auront d'autant plus de chances de maintenir le statu quo au sein d'une relation toxique», affirme le coordonnateur du programme de sensibilisation à la violence conjugale chez les hommes du Calgary Counselling Centre.

Selon lui, la grande majorité des hommes qui font appel aux services du centre sont victimes de violence psychologique. «C'est beaucoup plus fréquent que l'on pourrait penser», laisse-t-il entendre. Lorsqu'ils sont admis au sein du programme, ces hommes peuvent participer à des séances de thérapie de groupe ou consulter un psychologue. «On essaie aussi de les référer à certaines ressources d'aide financière ou légales, dépendamment de leurs besoins», décrit le travailleur social spécialisé en violence conjugale.

La **stigmatisation** des hommes victimes de violence conjugale peut aussi les pousser à minimiser leur expérience personnelle, affirme la psychologue Maxine Poulin, qui pratique à Red Deer. «Au niveau intrinsèque, certains hommes ne s'autorisent tout simplement pas à être une victime. Ils pensent qu'ils n'ont pas le droit de se plaindre de comportements violents, car leur virilité pourrait être remise en doute», analyse-t-elle.

Pour déboulonner ces mythes et aider ses clients à prendre conscience de l'abus qu'ils expérimentent, la psychologue essaie de mettre des mots sur leurs ressentis. Elle s'étonne toujours de voir à quel point ils partent de loin. Certains hommes seront portés à utiliser des euphémismes pour adoucir des situations ou des gestes graves, ce qui complexifie encore plus la tâche de la psychologue. Mais quelques signaux d'alarme lui mettent la puce à l'oreille.

«Quand j'ai des soupçons, je vais demander à mon client comment sa conjointe répond aux limites qu'il communique», dit-elle.

IDENTIFIER LES SIGNAUX D'ALARME

En cas d'abus psychologique, le bourreau aura tendance à ignorer ou ne pas prendre en compte les limites personnelles établies par son conjoint, analyse la psychologue. La manipulation, le chantage émotif et le «gaslighting», ce principe par lequel la victime en

viendra à douter de sa mémoire ou à remettre en doute sa perception de la réalité, sont trois autres éléments clés à prendre en compte. Mais plusieurs signaux d'alarme supplémentaires se cachent sous le parapluie de la violence psychologique, mentionne Stefan De Villiers.

«C'est très vaste, mais on pourrait dire que dans les tactiques d'abus, il y a : rabaisser son conjoint, le faire marcher sur des œufs, le faire douter de lui, le faire sentir coupable pour tout et pour rien, le faire sentir inadéquat et pas «assez», énumère le travailleur social. Tous ces comportements néfastes sont motivés par un désir maladif de contrôle.

Et à long terme, cette violence peut entraîner des conséquences sur la santé physique et mentale de la victime. Certains hommes développent des troubles de stress post-traumatique et de l'anxiété, tandis que d'autres voient leur efficacité au travail diminuer ou sombrent dans la dépression. «J'ai aussi vu des hommes perdre le contact avec leurs amis et leur famille parce qu'ils se sont fait complètement isoler de leur garde rapprochée», raconte Stefan De Villiers.

Dans certains cas, la violence peut se poursuivre même après une séparation ou un divorce, surtout si des enfants sont impliqués dans l'équation. Cette situation peut être très dommageable pour la santé mentale des personnes impliquées. «Ce qu'on verra, c'est que les enfants seront utilisés pour causer du tort à l'autre parent», explique le coordonnateur de programme.

Chez sa clientèle masculine qui expérimente de la violence psychologique, Maxine Poulin note, quant à elle, la présence de sentiments d'impuissance et de désespoir. «C'est un peu comme si on enlevait le [carburant] ou la lumière d'une personne», décrit-elle. La victime se met alors en «mode veille» et a de la difficulté à se mettre en action et à trouver des solutions. «C'est encore pire chez les hommes parce qu'il y a un sentiment de honte qui va s'ajouter», renchérit la psychologue.

Si la violence conjugale était moins ancrée dans les préjugés de genre, elle estime que les hommes auraient peut-être plus de facilité à s'identifier comme des victimes, ce qui faciliterait leur suivi psychologique. «Les femmes doivent continuer de parler haut et fort de leurs abus parce que c'est nécessaire, mais il faut aussi trouver un moyen de faire de l'espace pour qu'on puisse aussi écouter les hommes», conclut-elle. ▲

INTÉGRATION
entrepreneuriale réussie

Vous êtes résident.e permanent.e et vous souhaitez vous lancer en affaires?
Laissez-nous vous accompagner!

Visitez lecdea.ca
ou contactez-nous à info@lecdea.ca

COEA Conseil de développement économique de l'Alberta

Financé par : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Funded by: Immigration, Refugees and Citizenship Canada



↑ Les forces de l'ordre ont participé à l'atelier en présence de Bonnyville. Photo : Courtoisie

DES AÎNÉS S'INQUIÈTENT DE L'AUGMENTATION DE LA FRAUDE DANS LA PROVINCE

Soixante et onze pour cent des Canadiens craignent d'avoir plus de difficulté à repérer les signes de fraude en vieillissant. Pour répondre à cette inquiétude grandissante et prévenir de potentiels actes criminels, l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta (AJEFA) a organisé une série d'ateliers en collaboration avec la Fédération des aînés franco-albertains (FAFA) dans quelques villes albertaines. La rencontre la plus récente se déroulait sous forme de webinaire le 24 mars dernier.



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

En 2022, pas moins de 530 millions de dollars ont été **dérobés** aux Canadiens par des fraudeurs, une augmentation de près de 40% par rapport aux pertes records enregistrées l'année précédente, dévoilait le Centre antifraude du Canada, en février 2023. Cette tendance à la hausse est notamment due à l'instabilité économique qui a cours au pays depuis la pandémie et qui a forcé des citoyens «à se tourner vers la fraude pour combler leurs besoins financiers», affirme M^e Jennifer Smith, qui pratique à Cold Lake.

Ce n'est pas étonnant, aussi, que les aînés craignent d'en être la cible. En effet, «la technologie évolue rapidement» et les techniques d'escroquerie deviennent de plus en plus «astucieuses», confie l'animatrice de l'atelier. Entre l'hameçonnage, l'escroquerie informatique, la fraude dite des grands-parents et les autres techniques qui se multiplient, il peut s'avérer complexe d'y voir clair.

La prévention est de mise pour éviter de se faire prendre au piège, mentionne la directrice générale de l'AJEFA, Denise Lavallée. Elle espère que les ateliers offerts à Bonnyville, St-Isidore, Calgary et Edmonton, qui ont été financés par le gouvernement du Canada, auront permis de «sensibiliser les Albertains aux risques auxquels ils s'exposent avec la technologie». Même son de



↑ Quelques participants étaient réunis sur Zoom lors de l'atelier du 24 mars dernier. Photo : Capture d'écran

cloche du côté de Jennifer Smith, qui estime que la population albertaine, sans tomber dans la peur, doit être plus méfiante.

«L'hameçonnage, j'en vois de plus en plus dans la communauté. C'est quand on reçoit des messages courriel ou des textos qui imitent ceux d'entités gouvernementales ou de certaines banques», affirme l'avocate. Comme ces messages proviennent d'organismes de confiance, la population a moins tendance à se méfier. On leur demandera alors «de partager leurs informations bancaires ou de faire un paiement pour de l'impôt non payé». Or, l'Agence du revenu du Canada ne demande jamais de partager ce type de renseignements sensibles par courriel ou texto.

DES FRAUDES QUI CIBLENT LES AÎNÉS

L'escroquerie informatique, elle aussi, est très fréquente et risque de prendre pour cible des aînés peu accoutumés aux nouvelles technologies. Certains participants de l'atelier ont d'ailleurs partagé avoir déjà été victimes de appels frauduleux d'informaticiens les prévenant que leur ordinateur était infecté par un virus. Les fraudeurs cherchent ensuite à vendre leur «remède miracle», un (faux) antivirus très dispendieux. «Ils font bien ça parce qu'on a vraiment l'impression qu'on parle à une personne du soutien technique, ils nous rassurent», raconte Maria Vigneault, la coordonnatrice de projets juridiques de l'AJEFA.

Pour éviter de se faire prendre, dit Jennifer Smith, il faut faire preuve de jugement et garder en tête que le soutien technique «n'appelle pas chez les gens sans qu'on lui ait demandé». Seuls les appels que «vous initiez» sont légitimes, rappelle-t-elle. Et en cas de doute, mieux vaut se rendre chez un détaillant Apple ou au Best Buy à proximité avec l'appareil défectueux.

En Alberta, comme ailleurs au pays, l'arnaque des grands-parents a aussi fait un nombre grandissant de victimes au cours des dernières années. En 2022, pas moins de 1,1 million de dollars ont été



↑ (À gauche) L'avocate Jennifer Smith pratique à Cold Lake. Photo : Lakeland Law Group. (À droite), et Denise Lavallée est la directrice générale de l'AJEFA. Photo : Courtoisie

subtilisés à la population par l'entremise de cette fraude.

Lors de cette arnaque, un fraudeur se fait passer pour un membre de la famille d'une personne âgée (souvent un petit-enfant) et affirme se trouver en situation de détresse. Par exemple, le fraudeur pourrait dire qu'il se trouve en prison et qu'il a besoin d'argent pour payer sa caution. Certains escrocs iront jusqu'à se faire passer pour un représentant des forces de l'ordre.

Les aînés «en début de démençe», qui n'ont pas nécessairement des liens étroits avec leur famille ou les réflexes assez aiguisés pour «d'abord faire un suivi auprès des autorités», iront jusqu'à dépenser plusieurs milliers de dollars pour aider leurs petits-enfants.

D'autant plus que ce type d'arnaque joue à la fois sur leur vulnérabilité et sur leur désir d'entrer en relation avec autrui. «C'est une corde sensible. Les personnes âgées s'ennuient et là, on les appelle et on fait semblant qu'on a besoin d'eux», s'indigne l'avocate.

AIGUISER SES RÉFLEXES

Si personne n'est à l'abri d'une fraude financière, les 18 à 34 ans auraient d'ailleurs deux fois plus de risques de se faire frauder que les 55 ans et plus, certaines astuces peuvent réduire les risques de tomber dans un piège. Pour éviter l'hameçonnage, et ce, peu importe la génération, il importe de vérifier la légitimité des adresses des courriels à la réception d'un message qui nous demande de partager des renseignements personnels.

Et lorsqu'il semble frauduleux, mieux vaut s'abstenir de cliquer sur les liens qui y sont attachés. En général, ce genre de courriel comptera des erreurs grammaticales. «Si un message est mal écrit et tout croche, ça veut dire que c'est croche», ironise l'avocate.

Dans le cas où un citoyen recevrait l'appel d'une personne potentiellement malveillante, la marche à suivre est de poser beaucoup de questions. En règle générale, les fraudeurs ne souhaitent pas s'éterniser lors d'un appel et passeront rapidement vers une cible moins méfiante. «Si on pose des questions, le fraudeur va trouver ça compliqué. Eux, ce qu'ils cherchent, c'est quelqu'un qui tombe dans leur piège vite et facilement», analyse Jennifer Smith.

PEU DE DÉNONCIATIONS

Selon le Centre antifraude du Canada, et contrairement à ce que l'on pourrait croire, la hausse des pertes financières qui a été enregistrée en 2022 ne serait pas alignée à une hausse des signalements. En effet, des statistiques démontrent que seulement 5 à 10% des personnes signalent les fraudes dont ils sont victimes.

Une collaboration avec le Centre national de coordination contre la cybercriminalité devrait permettre l'élaboration d'un nouveau système national qui facilitera le signalement de fraudes par le public en 2023-2024. ▲

Plus d'information :

- Sondage mené par la Banque Royale du Canada (RBC) qui révèle que 71% des Canadiens craignent d'avoir de la difficulté à reconnaître les signes de fraude en vieillissant : bit.ly/432fsAy
- Statistiques sur la fraude en 2022 du Centre antifraude du Canada : bit.ly/3FXwVjp
- Statistiques sur l'arnaque des grands-parents : bit.ly/3JXSMbR
- Statistiques de Comptables professionnels agréés du Canada (CPA) sur la fraude chez les 18 à 34 ans : bit.ly/40w92b0



↑ Les aîné.e.s suivent avec intérêt les conseils de M^e Smith. Photo : Courtoisie

SUGGESTIONS CULTURELLES DU FRANCO!



Les suggestions culturelles de **Arnaud Barbet**, rédacteur en chef



Charlie et la chocolaterie.

Auteur : Roald Dahl.
Éditeur : Gallimard

Nous avons tous entendu parler de M. Willy Wonka! Un souvenir de jeunesse qui nous amène dans un monde féérique où les effluves de chocolat vous donnent des crampes d'estomac. Que se cache-t-il dedans les murs de son incroyable usine à chocolat? Le jeune Charlie Bucket, détenteur d'un billet d'or pour la visiter, ne sera pas au bout de ses surprises.



Elisha et les cacaoyers.

Réalisateur : Rohan Fernando.
Production : Annette Clarke

Elisha, 13 ans, vit à Bélize, un petit pays situé sur la côte est de l'Amérique centrale. Là, entre la mer des Caraïbes et la jungle verdoyante, son papa cultive les fèves de cacao. Un documentaire pour tout savoir sur le chocolat à travers les yeux de cette jeune fille. Disponible sur le site Web de l'ONF.



La bombe au chocolat.

Autrice : Sylvie Rosenthal.
Production : Sylvie Rosenthal

Une courte comédie francophone, entre gastronomie, bonne éducation et «masturbation intellectuelle». Boulimique d'informations, la cheffe québécoise Anne Merlot, connue notamment pour sa bombe au chocolat, se déplace pour le lancement du livre *Zéro information* de Marc Ricard. Elle y rencontre l'auteur et il en découle des minutes de répliques hilarantes sur un sujet encore d'actualité, «trop d'informations tue l'information». Disponible sur Vimeo.



↑ Delphine Mejean (milieu), partenaire de formation pour la Croix-Rouge, a donné son premier cours le 19 mars. Photo : Aïssa Laboudi

DE JEUNES NOUVEAUX ARRIVANTS OBTIENNENT UNE EXPERTISE DANS LA GARDE D'ENFANT

Grâce au cours **Gardiens avertis** qu'ils ont suivi le 19 mars dernier au **Centre d'Accueil des Nouveaux Arrivants Francophones (CANAF)**, à Calgary, des jeunes âgés de 14 à 17 ans devraient bientôt avoir acquis tous les outils nécessaires pour s'occuper sécuritairement de poupons et de jeunes enfants. Cette formation ajoutera aussi une dose de crédibilité à leur curriculum vitae, eux qui tenteront de décrocher leur premier emploi d'été au cours des prochains mois.

Garder des enfants qui ne sont pas les siens est une grande responsabilité envers les parents bien sûr, mais aussi pour des adolescents qui décident de faire quelques sous. Lorsque ces derniers profitent du programme Gardiens avertis, c'est dans l'objectif d'acquérir les bons gestes, mais aussi de renforcer leur sentiment de responsabilité.

Le contenu de ce cours peut aussi, parfois, aider à prévenir les cas de violence et de négligence envers les enfants, de situations difficiles à détecter. «En plus des bonnes pratiques, je les sensibilise à écouter les enfants et prendre en compte tous les comportements suspects afin de pouvoir les identifier et éventuellement les dénoncer», explique Delphine Mejean, partenaire de formation de la Croix-Rouge.

Elle ajoute que l'intérêt de ce cours est «qu'il offre un certificat de gardiennage valide pendant trois ans, mais aussi un certificat en premiers secours. C'est très complet. En tant que maman, ça me rassurerait de savoir que je fais garder mon enfant par un gardien averti».

La propriétaire de LM La vie, une entreprise qui offre toutes sortes de formations en secourisme, en réanimation cardiorespiratoire (RCR) et en premiers secours psychologiques, est une habituée de ces programmes. C'était toutefois la première fois qu'elle donnait le cours Gardiens avertis de la Croix-Rouge, un exercice qui a nécessité un «petit remaniement» de ses techniques habituelles d'enseignement. «J'ai décidé de donner le cours en deux parties pour ne pas retenir les jeunes pendant huit heures de suite. Ils seraient trop déconcentrés, ce sont des ados quand même», lance l'institutrice avec une pointe d'humour.

Cette première partie de la formation visait donc à montrer aux nouveaux arrivants comment prendre en charge des enfants en fonction de leur stade de développement. Il a aussi été question d'identifier et de combler les besoins primaires des **nourrissons** et des petits. «Par exemple, je leur ai appris comment donner le biberon, faire le rot, changer une couche et couper la nourriture selon l'âge des enfants, etc.», énumère Delphine.

Une fois que ces informations ont été transmises, l'institutrice s'est attardée à développer le «bon jugement» de ses élèves pour s'assurer qu'ils réagissent de manière sécuritaire en période de stress. «Au fond, ce que je veux qu'ils retiennent,

c'est qu'ils doivent être de bons leaders, savoir s'adapter et agir de manière responsable même lors des crises de pleurs ou de colère», dit Delphine.

Les jeunes devaient aussi apprendre à développer un lien de confiance avec les parents des enfants qu'ils gardent en posant plusieurs questions et en vérifiant avec eux les mesures d'urgence qu'ils ont prévues en cas d'accident.

Lors de la deuxième partie du cours, qui aura lieu plus tard en avril, la formatrice s'intéressera davantage à cette question de sécurité. «On va voir les techniques de réanimation cardio-pulmonaires et quelques connaissances basiques en premiers secours», avance-t-elle.

MIEUX S'INTÉGRER AU MONDE DU TRAVAIL

Au-delà des connaissances qu'il permet d'acquérir, le cours Gardiens avertis est aussi une excellente occasion pour les nouveaux arrivants d'ajouter une première expérience à leur curriculum vitae, estime le coordonnateur de la Maison de Jeunes du CANAF, Aïssa Laboudi. «On leur a déjà donné une série d'ateliers pour les aider avec leur CV, leurs lettres de motivation et leurs entretiens d'embauche. Mais ce cours de Gardiens avertis va ajouter de la crédibilité à leurs candidatures», analyse-t-il.

C'est aussi ce qu'avance le Camerounais d'origine Mbeumo Tchekoulong Nathanael Mbengue qui est arrivé à Calgary, il y a à peine cinq mois. «Je n'ai jamais occupé d'emploi et je cherche à



IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO



EN PLUS DES BONNES PRATIQUES, JE LES SENSIBILISE À ÉCOUTER LES ENFANTS ET PRENDRE EN COMPTE TOUS LES COMPORTEMENTS SUSPECTS AFIN DE POUVOIR LES IDENTIFIER ET ÉVENTUELLEMENT LES DÉNONCER.»
Delphine Mejean

Pour plus d'information :

• Cours Gardiens avertis de la Croix-Rouge : bit.ly/3LUYwfq

GLOSSAIRE

NOURRISSON
Enfant en bas âge



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



↑ Un certificat et le manuel pédagogique du cours Gardiens avertis ont été remis à tous les jeunes. Photo : Courtoisie

ajouter des compétences à mon CV», dit-il. Le nouvel arrivant confie que sa certification lui permettra peut-être d'offrir ses services de gardien aux familles de son quartier ou bien de se trouver du travail dans un camp de jour.

Il se dit aussi enthousiaste en prévision de la deuxième partie du cours qui devrait être plus «pratique et moins théorique» que la dernière. «Ce que j'ai préféré, c'était quand on pratiquait sur des poupées avec de vrais accessoires, raconte-t-il. Je ne savais même pas comment changer une couche au début et maintenant je sais comment [le] faire», ajoute-t-il.

Compte tenu de l'engagement que cette formation connaît dans la communauté anglophone, Delphine Mejean espère que celle-ci prendra tout autant son envol dans la francophonie. ▲



Melki Melgarejo est caricaturiste éditoriale depuis 1998. Il a publié ses dessins dans de nombreux journaux de son pays d'origine le Paraguay et aussi au Canada. Son trait caractéristique, on le retrouve aujourd'hui dans *Le Franco* après *Yahoo! Canada*, *Quartier libre* et *L'intérêt* (Université de Montréal), *Magazine Délire* (Montréal). Melki est membre de l'Association des caricaturistes canadiens.



↑ L'École francophone d'Airdrie a atteint sa capacité maximale. Photo : Courtoisie



↑ Le président du Conseil scolaire FrancoSud, Marco Bergeron. Photo : Courtoisie

LA RÈGLE DE GRAND-MÈRE GRAMMAIRE

LES HOMOPHONES

Ce sont des mots qui se prononcent de la même façon, mais qui ont une orthographe différente.

Tout(s) / Tous

Tout(s) peut être un nom masculin qui désigne un ensemble et qui prend un (s) au pluriel.

Toux est un nom féminin qui désigne une expiration brusque de l'air contenu dans les poumons.

Ex. : Les vacanciers ont réservé le **tout** cette semaine.

Ex. : «(Il) avait envie de penser à lui-même et à son existence comme à des **touts**.» Jules Romains

Ex. : Après la pandémie, chaque **toux** est suspicieuse.



BAYER AUX CORNEILLES

L'expression française «bayer aux corneilles» signifie **révasser en regardant en l'air et rester à ne rien faire**. L'utilisation de ce nom d'oiseau s'explique par le fait que ce volatile à plumes noires a souvent été utilisé dans le cadre d'analogies pour renvoyer à l'idée d'inutilité ou de futilité.

Ex. : Je ne comprends pas, malgré les nombreux devoirs, mon fils passe son temps à **bayer aux corneilles**.

DES ÉCOLES FRANCOPHONES AURONT DROIT À UNE CURE DE JEUNESSE

Les conseils scolaires Centre-Nord et FrancoSud ont poussé un soupir de soulagement collectif lors du dévoilement du budget provincial 2023 puisque quatre de leurs écoles bénéficieront de nouvelles infrastructures. Si ces chantiers sont accueillis à bras ouverts, un travail de rattrapage important demeure nécessaire afin que l'ensemble des enfants albertains admissibles à l'instruction en français puissent profiter d'installations modernes.

IJL - RÉSEAU PRESSE - LE FRANCO

« LE PROBLÈME, C'EST QUE, COMME TOUT LE MONDE OCCUPE LA MÊME BÂTISSE, ON NE PEUT PAS OFFRIR LES INFRASTRUCTURES NORMALES D'UNE ÉCOLE SECONDAIRE À NOS PLUS VIEUX. »
Marco Bergeron

Airdrie, un nouvel établissement secondaire était «attendu depuis très longtemps» pour alléger la surpopulation de l'école francophone actuelle qui accueille des élèves de la maternelle à la douzième année depuis son ouverture en 2005. Selon le président du Conseil scolaire FrancoSud, Marco Bergeron, quelques élèves avaient récemment décidé de plier bagage pour intégrer des établissements anglophones «mieux adaptés» à leurs besoins. «Le problème, c'est que, comme tout le monde occupe la même bâtisse, on ne peut pas offrir les infrastructures normales d'une école secondaire à nos plus vieux», explique Marco Bergeron. Il souligne, entre autres, la petitesse et l'ergonomie inadaptée du gymnase pour recevoir les élèves du secondaire.

Les nouvelles installations de l'école secondaire devraient assurer une meilleure rétention des prochaines cohortes, mais aussi offrir des places supplémentaires à une population francophone grandissante. Rappelons que les données du recensement de 2021 ont dévoilé que la ville d'Airdrie a enregistré la deuxième plus forte croissance démographique de l'Alberta depuis 2016.

Celle-ci a d'ailleurs engendré l'installation d'un nombre important de francophones dans la région au cours des dernières années. «Il ne faut pas oublier qu'on est rendus la troisième ville de la province avec le plus grand nombre d'enfants ayant droit à l'éducation francophone», ajoute Marco Bergeron.

À LETHBRIDGE, UN GYMNASSE EN ATTENDANT PLUS

À l'école La Vérendrye, c'est le gymnase qui sera agrandi, un projet qui a pris une dizaine d'années avant de se concrétiser. Sauf que le président du Conseil scolaire FrancoSud anticipe qu'une demande de terrain devra également être envoyée au cours des deux prochaines années pour créer une école secondaire.

Un enjeu de surpopulation similaire à celui de l'école à Airdrie est en voie de se dessiner. «À Lethbridge aussi, la communauté francophone continue de grandir et on veut éventuellement avoir une école primaire et une école secondaire à part pour accueillir tous ces élèves dans des infrastructures réfléchies pour leurs groupes d'âge», mentionne Marco Bergeron.

JUMELAGE DE DEUX ÉCOLES À EDMONTON

À Edmonton, après plusieurs défis liés à l'acquisition de terrain, le Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) s'est finalement rabattu sur l'idée de jumeler l'école secondaire Michaëlle-Jean à l'école primaire Gabrielle-Roy pour en faire une seule infrastructure sur le terrain actuel de cette dernière. Celle-ci sera démolie dès que le nouveau bâtiment sera sorti de terre. «Pour garder les deux écoles dans la même zone scolaire, ce qui semblait le plus raisonnable, c'était d'arriver avec un projet commun», indique le directeur général du CSCN, Robert Lessard.

Le CSCN en est encore à l'étape de la conceptualisation. Il explique toutefois que le nouvel édifice prendra en compte le caractère distinct des deux écoles. «On a quelques hypothèses sur ce à quoi ça ressemblera. On sait qu'il va y avoir deux entrées différentes et des espaces dédiés. C'est important de faire la distinction pour les élèves, surtout lorsqu'ils arrivent au secondaire», précise le directeur général.

L'infrastructure des deux nouvelles écoles permettra aussi d'accueillir quelques élèves en plus, cela dans un espace «digne du 21^e siècle».

«On avait des édifices vraiment désuets, construits il y a plus de cinquante ans, c'était évident qu'ils avaient dépassé leur durée de vie et qu'ils n'étaient plus conformes aux normes actuelles», analyse Robert Lessard.

DES BESOINS CRIANTS

Au nord-est de la province, à Fort McMurray, il faut ajouter l'engagement du gouvernement pour financer la conception de plans architecturaux afin de remplacer l'école Boréal. En effet, celle-ci est aujourd'hui sous-dimensionnée par rapport au nombre d'élèves qui la fréquentent. «On n'a pas assez d'espace pour accueillir nos élèves de la maternelle à la douzième année», mentionne le directeur général du CSCN.

Malgré qu'il se réjouisse des annonces du gouvernement, Robert Lessard rappelle que les besoins en matière d'infrastructures scolaires

sont encore «significatifs», particulièrement dans la région urbaine d'Edmonton et dans certaines municipalités rurales où les édifices sont **vétustes**.

«Je ne veux pas dire que les autres systèmes scolaires de la province n'ont pas de besoins, mais dans notre cas à nous, ça devient limitant pour notre croissance parce que l'accès à l'école francophone n'est pas garanti partout en ce moment, faute d'infrastructures», explique-t-il.

Le directeur général évoque notamment la croissance du CSCN qui se chiffre entre 3 à 5% annuellement depuis 1994, un chiffre «élevé» pour un milieu scolaire. «Et puis si la province continue d'accueillir de nouveaux arrivants francophones, il faut qu'on crée de nouveaux espaces pour ces enfants qui ont, eux aussi, le droit à l'éducation en français», s'exclame Robert Lessard.

Marco Bergeron fait un constat similaire lorsqu'il analyse les infrastructures actuelles du FrancoSud et la demande grandissante dans les régions desservies par son conseil scolaire. «On a beaucoup de projets en attente. On va voir des demandes dans le coin de Chestermere, l'école La Mosaïque à Calgary est déjà pleine donc on doit trouver un nouveau terrain pour ouvrir une nouvelle école dans le nord-est... C'est loin d'être fini», affirme-t-il.

En outre, les deux gestionnaires s'entendent pour dire que le financement «instable» de la province complexifie leur travail de planification à long terme. Par exemple, le budget 2022 ne prévoyait aucune somme pour moderniser ou construire de nouvelles écoles francophones.

«C'est pas compliqué, il faudrait qu'il y ait plus d'argent», résume Robert Lessard. Selon lui, le gouvernement albertain doit améliorer sa constance et injecter des sommes annuelles au sein des conseils scolaires, sans quoi tout le système francophone sera mis en péril.

Un risque d'autant plus important qu'il est dû à ce que le bassin d'élèves albertains ayant droit à l'éducation en français a largement été sous-estimé au cours des dernières années. Les données récoltées par Statistique Canada révélaient, en novembre 2022, que plus de 67 000 enfants albertains étaient admissibles à l'école en français en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Ces statistiques démontrent «l'écart énorme entre la capacité actuelle de nos écoles francophones et le potentiel de fréquentation», avait alors commenté l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) par voie de communiqué. Une analyse à laquelle Robert Lessard adhère. «Les inscriptions pourraient augmenter et il faut qu'on se prépare à ça», dit-il. «Mais pour acquérir des nouveaux édifices, on a besoin d'argent», souligne-t-il en pesant bien ses mots. ▲

GLOSSAIRE

VÉTUSTE

Usé par le temps, en mauvais état



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

NOTRE EXPÉRIENCE VOTRE AVANTAGE

VOTRE SOLUTION COMMENCE ICI

Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris le droit de l'emploi, testaments, et la planification de votre succession.

Pierre C. Desrochers, c.r. · C. Vincent Kurata · Justin E. Kingston · Céline G. Bégin

T: (780) 426-4660 TF: 1-888-426-4660

**MCCAIG
DESROCHERS LLP**
BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS

www.mccuaig.com



↑ La première équipe francophone de cheerleading compétitif de la province, les Panthères de l'école Joseph-Moreau. Crédit : Courtoisie

QUAND FRANÇAIS ET CHEERLEADING COMPÉTITIF FONT BON MÉNAGE

La toute première équipe francophone de cheerleading compétitif de la province trace son chemin tranquillement dans le monde des meneuses de claques albertain. En mars 2023, à l'occasion de leur toute première compétition, les **Panthères** de l'école Joseph-Moreau d'Edmonton ont même réussi à se hisser sur la troisième marche du podium. L'ingrédient magique selon elles? La mise en valeur de leur langue maternelle au sein de leur routine.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Anne-Sophie Bélisle est franche : elle ne s'attendait pas à ce que son équipe se démarque autant lors du *True North*, la plus grande compétition de cheerleading de la province qui se tenait du 3 au 5 mars dernier au Edmonton Expo Centre. Il faut dire que la progression de son équipe a été assez phénoménale.

«On est parti au début de l'année avec vingt jeunes qui n'avaient jamais fait de *cheer* [compétitif] de leur vie. On a monté une routine, on s'est entraîné fort. Et on a réussi à performer», énumère-t-elle avec fierté. L'enseignante de français et d'éducation physique précise qu'un programme précompétitif avait d'abord permis de tester, l'année dernière, l'engouement pour ce sport auprès de la population étudiante de l'école Joseph-Moreau. «À cette occasion, je leur avais enseigné quelques techniques

de base, par exemple les pyramides», détaille-t-elle.

Pour Anjou Duval et Rachel Kasindi, les deux capitaines de l'équipe, l'attrait pour le cheerleading s'est fait tout naturellement. «Ça a toujours été un sport qui m'a intéressé, explique Anjou. Je faisais de la gymnastique et de la danse quand j'étais plus jeune et le *cheer* incorpore bien ces deux [disciplines]». Même son de cloche du côté de sa co-capitaine qui mentionne qu'au-delà du sport, elle apprécie l'esprit de famille qui règne au sein de son équipe. «Tout le monde est tellement gentil», résume l'élève de neuvième année.

DU FRANÇAIS, MÊME APRÈS LE SON DE LA CLOCHE

L'autre aspect qui a charmé les deux jeunes filles est cette idée de pouvoir pratiquer un sport de compétition en français, une denrée rare en Alberta, surtout en milieu scolaire. «C'est vraiment spécial», dit Rachel. Cette opinion est partagée par son entraîneuse Anne-Sophie Bélisle. «On est dans une mare d'anglophones à Edmonton. Tout se passe en anglais ici, explique-t-elle. De pouvoir pratiquer notre sport en français au quotidien, c'est un très gros privilège».



ON SE FAIT SOUVENT DIRE «VOUS PARLEZ FRANÇAIS ET C'EST TOUT» SAUF QUE NOUS, À JOSEPH-MOREAU, ON A AUSSI UNE EXCELLENTE [OFFRE] DE SPORTS ET ON ARRIVE À SE DÉMARQUER LORS DES COMPÉTITIONS.»
Anne-Sophie Bélisle

GLOSSAIRE

SE REPOSER SUR SES LAURIERS
Se satisfaire d'un succès et ne plus fournir d'efforts

La Québécoise d'origine se réjouit d'ailleurs de voir les français s'immiscer à l'extérieur des salles de classe de son école. Selon elle, les établissements scolaires francophones se font fréquemment reprocher de ne pas offrir assez d'activités en français autres que les cours habituels prévus au curriculum. «On se fait souvent dire "vous parlez français et c'est tout" sauf que nous, à Joseph-Moreau, on a aussi une excellente [offre] de sports et on arrive à se démarquer lors des compétitions», avance-t-elle.

Athlétisme, soccer, volleyball, basketball, les Panthères comptent en effet sur plusieurs équipes qui ont connu leur part de succès.

UN CHANT VICTORIEUX

Si la compétition *True North* était l'occasion rêvée «de faire connaître le nouveau programme de cheerleading [de Joseph-Moreau] aux autres écoles», il s'agissait aussi d'une excellente occasion de faire rayonner la francophonie dans un contexte sportif provincial. «Pouvoir présenter le fruit de notre travail aux autres en français, ça n'a pas d'équivalent», s'enthousiasme Anne-Sophie Bélisle.

Ce qui a attiré le plus de regards lors de la compétition et qui a été particulièrement apprécié par les juges, confie-t-elle, est le chant d'équipe qu'ont présenté les Panthères. «Les juges utilisent des grilles d'évaluation de *Cheer Canada* et il est fortement suggéré aux équipes de performer leur chant dans leur langue maternelle», analyse l'entraîneuse. Et selon elle, ce n'est rien de moins que ce chant en français qui a récolté «les meilleurs commentaires» sur la feuille d'évaluation de l'équipe.

«J'avais vraiment l'impression qu'on pouvait offrir quelque chose de différent en s'exprimant dans notre langue comme toutes les autres équipes étaient anglophones», ajoute la jeune Anjou Duval. Selon elle, plusieurs athlètes ont approché les Panthères à la suite de leur routine pour les féliciter. «Les gens trouvaient ça vraiment cool qu'on parle français.»

Or, l'équipe menée par Anne-Sophie Bélisle ne pourra pas **se reposer sur ses lauriers** trop longtemps puisqu'elle retournera déjà à la compétition à la mi-mars. Une place dans le top 3 devrait lui permettre de se qualifier pour les provinciaux qui auront lieu en avril. «Notre objectif, c'est toujours au niveau de la performance et non du classement. On souhaite faire un meilleur pointage qu'à notre première compétition et on veut que les commentaires des juges soient représentatifs de nos efforts», conclut-elle. ▲

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• **POUR CONTACTER LE JOURNAL :**
RÉCEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
PUPITRE@LEFRANCO.AB.CA

• **ISABELLE DÉCHÈNE GUAY**
RÉVISEURE

• **GABRIELLE AUDET-MICHAUD**
JOURNALISTE
JOURNALISTE.CALGARY@LEFRANCO.AB.CA

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, KAYLIE MURANGWA,
MARIANNE DÉPELTEAU, INÈS LOMBARDO,
MÉLANIE TREMBLAY, ROBERT MCDONALD

• La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Sauteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.

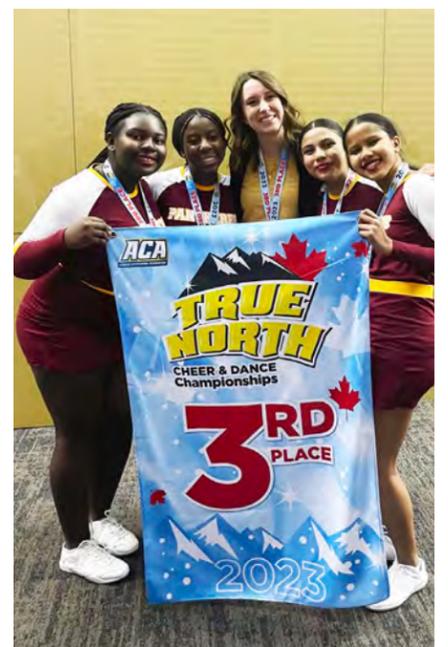


Lignes Agates Marketing

réseau . presse FIER MEMBRE



Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada



↑ Les Panthères lors de la présentation de leur routine. Crédit : Courtoisie



↑ Les jeunes ont à cœur cet atelier artistique et montrent beaucoup de curiosité. Photo : Courtoisie



↑ À la découverte d'œuvres d'art incroyables. Photo : Courtoisie



↑ L'art du dribble n'a plus de mystère pour ce jeune talent. Photo : Courtoisie



↑ Il semblerait que le rap et le soccer font bon ménage. Photo : Courtoisie



↑ La relève des stars du soccer est en marche. Photo : Courtoisie



↑ Les filles sont toujours les bienvenues au FC Edmonton. Photo : Courtoisie

CAMP SOCCART : L'ART S'INVITE SUR LE TERRAIN DE SOCCER

Du 27 au 31 mars 2023, pendant la semaine de relâche, treize enfants de 7 à 13 ans ont participé à la première édition du camp de jour SoccArt organisé, à Edmonton, par le club de soccer **Edmonton Fusion FC**. Ce camp a offert aux jeunes participants l'occasion de découvrir et d'explorer leur créativité artistique tout en perfectionnant leurs compétences en soccer.

*** GLOSSAIRE**

ENDURANCE
Aptitude à résister avec force et constance à une fatigue physique ou morale

LE FRANCO EN COLLABORATION AVEC EDMONTON FUSION FC

La structure du programme SoccArt était conçue pour permettre aux enfants de s'engager dans des activités artistiques, le matin, au Centre d'arts visuels de l'Alberta, suivi de la pratique du soccer, l'après-midi, au gymnase de l'école Gabrielle-Roy. Les trois premières matinées ont été dédiées à la création d'un maillot-cœuvre. Lors de cette activité, chaque enfant a été invité à réfléchir au maillot de soccer comme objet d'histoire ou d'intérêt personnel avant de laisser libre cours à leur imagination et leur créativité à travers différents exercices. Les jeunes ont créé leurs logo et motif de maillot avec l'aide

de l'artiste Mariam Qureshi, qui les a ensuite aidés à finaliser leur gabarit qui a été numérisé, conçu et remis lors d'une cérémonie.

Les deux derniers jours du camp ont été consacrés à la création d'un couplet mélangeant les thèmes de la liberté et du soccer. Les enfants ont travaillé avec l'artiste 2moods pour écrire leurs paroles. Ils ont ensuite interprété leur chanson unique, devenue l'hymne du camp, le vendredi. Les enfants ont également été interviewés sur leur expérience de la semaine afin de réaliser des mini capsules vidéos de témoignages.

Chaque après-midi, les entraîneurs Lamine et Jonathan, de l'Edmonton Fusion FC, ont initié les participants à des concepts tels que la préparation mentale et la détermination d'objectifs, tout en leur enseignant des techniques de soccer avancées. Les entraînements étaient axés sur l'**endurance** et la consolidation des bases telles que les passes, le contrôle, le dribble, la tête et le tir.

Ce camp a permis aux jeunes participants de libérer leur créativité et de se lier d'amitié avec les autres, tout en se formant en soccer et en s'ouvrant à la culture. Le succès de cette première édition en amènera assurément une seconde, où les jeunes pourront de nouveau explorer leur créativité artistique et perfectionner leurs compétences en soccer. ▲



↑ Le ballon rond n'est pas oublié. Photo : Courtoisie

CANADA PLACE DENTAL

www.downtowncanadaplacedental.com

Nous offrons les services suivants :
Urgences acceptées le même jour, Traitement cosmétique, Blanchissage des dents, Remplissage en céramique, Implantations, Couronnes en céramique en une seule visite
Blanchissage de dents GRATUITS pour les nouveaux patients

Situé au centre-ville - édifice Théâtre Citadel
9828, 101A Avenue Edmonton (AB) T5J 3C6
Stationnement remboursé

Dr. Marc Coulombe, DENTISTE

Tél.: 780 424-6272 | canadaplacedental2@gmail.com

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wired wireless

Dr Claude Boutin
B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.D
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Tél. : (403) 284-5202
www.drboutin.com

Market Mall Executive Professional Centre
Suite 124 - 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1



↑ Alors que les retardataires arrivent, la présidente de l'ACFA régionale de Canmore-Banff, Geneviève Poulin, souhaite la bienvenue à tout le monde. Photo : Courtoisie

UN SOUPER SUCRÉ INOUBLIABLE!



↑ Pour avoir une bonne tire d'érable, le sirop doit être porté à ébullition avant de le disposer sur la neige. Photo : Courtoisie

Ils ont été nombreux à se réunir pour cette 7^e édition de la Cabane à sucre organisée par l'ACFA régionale de Banff-Canmore. Le chiffre 7 porte bonheur pour une édition réussie.

L Le Mois de la francophonie est toujours une belle excuse pour réveiller les papilles de toute la communauté de cette belle vallée de la Bow. Elle s'est donc réunie au Creekside Hall du Canmore Seniors Association, le 18 mars dernier, pour se sucrer le bec et fredonner sur les rythmes endiablés du groupe musical franco-canadien Girlz with Guitarz.

Comme toujours, le sirop d'érable a coulé à flots et les gourmands s'en sont donné à cœur joie en profitant de ce repas canadien-français aux saveurs de l'est du pays. Et, bien sûr, rien de mieux qu'une tire d'érable pour aider à la digestion! ▲

LE FRANCO EN COLLABORATION AVEC
L'ACFA DE BANFF-CANMORE



↑ Les jeunes s'entraînent pour faire de beaux suçon. Photo : Courtoisie



↑ Geneviève Poulin propose de la tire d'érable à tous les jeunes qui se pressent pour en profiter pleinement. Photo : Courtoisie



↑ Le groupe Girlz with Guitarz chauffe l'ambiance pour cette 7^e édition de la Cabane à sucre de l'ACFA régionale. Photo : Courtoisie



↑ Les fèves au sirop d'érable sont servies, il est temps de commencer le repas. Photo : Courtoisie



↑ Les sourires en disent long sur ce moment de plaisir. Photo : Courtoisie